

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
26 JANVIER 2012
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
26 JANUARI 2012

Etaient présents : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président; Burgemeester - voorzitter.

M./de h. Desmedt, Mme/mevr. Dupuis, MM./de hh. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/mevr. Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins-schepenen;

Mme/mevr. Gustot, MM./de hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, Mme/mevr. Cattoir, M./de h. de Halleux, Mme/mevr. Fraiteur, MM./de hh. Cohen, de Le Hoye, Wynants, Broquet, Mme/mevr. Charlier, MM./de hh. de Heusch, Desmet, Mme/mevr. Fremault, M./de h. Fuld, Mme/mevr. de T'Serclaes, M./de h. Biermann, Mme/mevr. François, MM./de hh. Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Mmes/mevr. Roba-Rabier, Delwart, MM./de hh. De Bock, Toussaint, Mme/mevr. Bakkali, MM./de hh. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, conseillers-gemeenteraadsleden;

M./de h. Bruier-Desmeth, secrétaire communal adjoint - adjunct-gemeentesecretaris.

Absents en début de séance/Afwezig bij aanvang van de zitting : M./de h. de Le Hoye, Mme/mevr. Fremault, M./de h. Van Outryve d'Ydewalle.

S'est fait excuser/heeft zich verontschuldigd : M./de h. Brotchi.

- La séance est ouverte à 20h13 - De zitting begint om 20u13. –

A. Approbation des procès-verbaux des séances du Conseil communal des 24 novembre, 15 et 22 décembre 2011.

Les procès-verbaux des séances du Conseil communal des 24 novembre, 15 et 22 décembre 2011 sont déposés sur le bureau. S'ils ne donnent pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, ils seront considérés comme approuvés à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 24 november, 15 et 22 december 2011.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 24 november, 15 en 22 december 2011 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet inscrit à l'ordre du jour à la demande des habitants :
Clinique Sainte-Elisabeth.- Travaux entrée rue Langeveld.
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van de bewoners :
Sint-Elisabeth ziekenhuis.- Werken langs de lageveldstraat.

Un représentant du Comité de quartier explique que la Clinique Sainte-Elisabeth avait l'intention de faire passer le trafic automobile par la rue Langeveld pour une période indéterminée, en raison des travaux qui ont lieu du côté de l'avenue De Fré. Le service de l'Urbanisme a précisé qu'aucune demande de permis de travaux n'a été introduite. Le permis de bâtir, octroyé après la Commission de concertation de 2002, précisait que l'accès arrière de la clinique était strictement réservé aux corbillards des pompes funèbres et aux véhicules des pompiers, ce qui n'est pas respecté de nos jours. Selon ce représentant du Comité, les travaux sont loin d'être provisoires. La Clinique a l'intention de rentrer une demande de permis pour rendre cet accès définitif.

Lorsqu'un permis est octroyé, il doit être respecté. Il faut que le Collège prenne les décisions nécessaires pour arrêter cette situation. Il n'est pas normal de demander une régularisation a posteriori. Le représentant du Comité de quartier cite le texte du permis : "Prévoir la réalisation des abords avant les parachèvements et équipements." Aujourd'hui, les équipements sont en place, les parachèvements sont terminés et on fait les abords. C'est exactement l'inverse de ce qui est indiqué dans le permis.

Une représentante du Comité de quartier se fait la porte-parole d'un habitant qui souhaiterait savoir qui est censé contrôler le respect des conditions du permis d'urbanisme dans le cas de la Clinique? Quel est le délai requis pour assurer le respect du permis en cas d'infraction constatée par ce responsable? Quel est le délai requis pour remettre en état la situation initiale telle que citée dans le permis de bâtir? Comment activer ce processus?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que le rôle des 3 contrôleurs, travaillant au service de l'Urbanisme, est d'une part de renseigner les personnes le matin et d'autre part de contrôler leur secteur l'après-midi. Les arrêts de chantier sont notifiés par le contrôleur et confirmés par le Bourgmestre, ce qui peut parfois conduire à des démolitions de certaines constructions réalisées. Dans ce cas-ci, les travaux en cours, du côté de l'avenue De Fré, permettent d'assurer une meilleure fluidité de l'entrée et de la sortie du parking de la Clinique. Ces travaux engendrent une impossibilité d'accès au parking pendant 6 semaines. Dans un chantier, des déviations sont parfois opérées sans qu'il y ait lieu d'obtenir un permis d'urbanisme.

La Clinique envisage de modifier cette situation en obtenant un permis une fois les travaux de l'avenue De Fré terminés. Lorsqu'on constate que les travaux ne sont pas conformes au permis, il arrive qu'on procède à l'arrêt du chantier. Certains travaux ne posent pas de problèmes et il est alors mis en œuvre une procédure de régularisation. La Clinique va rentrer dans les jours qui viennent un permis de régularisation pour le problème de l'ascenseur installé au service des urgences et pour l'aménagement des abords de l'avenue De Fré. Ensuite, il faudra peut-être prévoir un autre permis d'urbanisme pour les entrées et sorties de l'avenue Langeveld. Tout sera donc analysé lorsque le service des Travaux sera saisi de la demande de la Clinique. D'ici quelques semaines, la situation devrait redevenir normale.

**- M. de Le Hoye entre en séance –
- De h. de Le Hoye komt de zitting binnen -**

Objet 1A – 1 : Service Prévention.- Convention avec la Région de Bruxelles-capitale relative au Diagnostic local de Sécurité.

Le Président expose :

"Suite à un projet intercommunal relatif à la réalisation d'un diagnostic local de Sécurité approuvé par le Conseil communal en date du 27 octobre 2011, le gouvernement de la Région de Bruxelles-capital a accordé à la commune un montant de 48.000 € pour en assurer la réalisation. Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale a fait parvenir à notre administration la convention qui entre en vigueur le 1er janvier 2012 et se termine le 31 décembre 2012. Le Ministre-Président s'engage à mettre à disposition une subvention pour un montant de 48.000 € destinés à assurer la réalisation du Diagnostic."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus,
Approuve la convention.

Onderwerp 1A – 1 : Preventiedienst.- Overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de Lokale Veiligheidsdiagnose.

De voorzitter licht toe :

"Ten gevolge van het intercommunale project omtrent de verwezenlijking van een Lokale Veiligheidsdiagnose die door de Gemeenteraad op 27 oktober 2011 werd goedgekeurd, heeft de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bedrag van 48.000 € aan onze gemeente toegekend om dit te verwezenlijken. De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft aan onze gemeentelijke overheid een overeenkomst toegezonden die in werking treedt op 1 januari 2012 en zal eindigen op 31 december 2012. De Minister-President verbindt er zich toe een bedrag van 48.000 € ter beschikking te stellen om de Lokale Veiligheidsdiagnose te verwezenlijken."

De Raad,
Gehoord deze toelichting,
Keurt deze overeenkomst goed.

Objet 2A – 1 : Personnel.- Frais de déplacements pour les besoins du service.- Convention (tiers payant) S.T.I.B.

Le Conseil,

Vu le règlement relatif à l'intervention de la commune dans les frais de déplacement pour les besoins du service;

Attendu que la signature d'une convention tiers-payant pour le remboursement des abonnements annuels avec la S.T.I.B. est possible.

Attendu que cette convention est jointe à la présente délibération;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, d'approuver la convention tiers payant entre la Commune et la STIB.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2A - 1 : **Personeel.- Verplaatsingskosten voor de dienstverplaatsingen.- Overeenkomst "derde betaler" M.I.V.B.**

De Raad,

Gelet op het reglement betreffende de tussenkomst van het Gemeente in de verplaatsingskosten voor de dienstverplaatsingen;

Aangezien de ondertekening van een derde-betaler overeenkomst met de M.I.V.B. financieel mogelijk is voor wat betreft de jaarlijkse abonnementen;

Overwegende dat bewuste overeenkomst als bijlage gevoegd is bij huidige beraadslaging;

Gelet op de ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van

14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging van de akten van de Gemeenteoverheden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit, eenparig, tot de goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente en de M.I.V.B.

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden voor goedkeuring.

**- Mme Fremault entre en séance –
- Mevr. Fremault komt de zitting binnen -**

Objet 2B – 1 : **Modification du Règlement général de Police.**

Le point 7.1 § 2 concerne l'interdiction de déposer des déchets ménagers dans les poubelles publiques. Dans le cas où il y a infraction, les fonctionnaires assermentés par la Commune pourront dresser un procès-verbal.

L'article 35bis vise à réglementer la mendicité publique en rendant infractionnel le fait de troubler l'ordre public.

L'article 86 § 4 et 5 énonce des clarifications des dispositions existantes.

L'article 98bis maintient son deuxième paragraphe.

L'article 105bis vise à combler un vide juridique. Il s'agit de la détérioration volontaire de propriétés mobilières ou immobilières. En principe, c'est une infraction relevant du Code pénal et donc du Parquet. Cependant, le Parquet est surchargé et ne poursuit plus ce genre d'infraction. C'est la raison pour laquelle cet article est versé dans le règlement général de police, ce qui permettra aux agents assermentés de la commune de sanctionner ce type d'infraction.

L'article 107 consiste en une clarification des textes.

Il est précisé que certains membres de la Commission envisageaient d'infliger des sanctions administratives à des jeunes de moins de 14 ans. Selon la législation, l'âge minimum est de 16 ans.

M./de h. Wyngaard explique qu'actuellement, la mendicité n'est ni interdite ni sanctionnée par la loi. M. Wyngaard a parcouru l'ensemble des règlements généraux de police actuellement en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale et une seule commune (Anderlecht) vise expressément la mendicité. Cette disposition est illégale et pourrait être écartée par tout juge amené à la connaître, car elle est contraire à toute une série de dispositions supérieures. Il s'étonne qu'on propose de réglementer la question de la mendicité. En effet, alors qu'au Parlement régional, la ministre Grouwels interdit la mendicité dans les stations de métro et de pré-métro, le MR a déposé une résolution pour la permettre à nouveau sous certaines conditions. M. Wyngaard s'étonne du dispositif qui va dans le sens opposé : "Les personnes se livrant à toute forme de mendicité ne peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique". C'est l'évidence et cette règle s'applique à tout le monde. Quel est l'intérêt de mentionner que les mendiants doivent respecter l'ordre public alors que cela s'applique à tout le monde? C'est donc une disposition stigmatisante, pour ne pas dire discriminatoire et contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, sans parler des dispositifs des différentes législations et réglementations qui existent déjà. Le second passage mentionne : "Il leur est par ailleurs interdit de harceler les passants ou les automobilistes". M. Wyngaard se demande si cela ne fait pas double emploi avec l'article 33 du règlement général de police qui stipule : "il est interdit à toute personne exerçant une activité sur l'espace public d'entraver l'entrée des immeubles, d'être accompagné d'un animal agressif, de se montrer menaçant, d'entraver la progression des passants". Le cas visé par l'article 35bis est parfaitement visé par l'article 33. M. Wyngaard ne voit donc pas l'intérêt de cet ajout car, comment les personnes se livrant à la mendicité, par définition insolvables, paieront-elles l'amende prévue de 125 €? Il suggère que le Collège retire cette proposition de l'article 35bis ou réfléchisse à une nouvelle formulation. On peut se contenter de l'article 33, quitte à éventuellement ajouter un ou deux mots pour viser les automobilistes et pas uniquement les passants.

M./de h. Vanraes beweert dat de mensen die nu nog op het grondgebied van Ukkel bedelen ofwel mensen zijn die geweigerd hebben door het OCMW geholpen te worden (want de bedelaars of de daklozen werden door sociale assistenten benaderd om hen aan te zetten naar het OCMW te gaan om een dossier voor het bekomen van het leefloon in te vullen), ofwel mensen zijn die over een inkomen beschikken en dus niet in een werkelijke noodtoestand zitten. Daarom denkt hij dat de nieuwe maatregelen geldig zijn.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt répond que les troubles de l'ordre public sont visés et non la mendicité. Le but est de mettre fin aux comportements agressifs qui peuvent gêner les gens dans certains endroits. Dans de nombreux cas, les amendes ne seront pas perçues mais le service appréciera s'il y a lieu d'exposer ou non des frais. Cette disposition est un plus et n'est humiliante pour personne. De plus, elle sera appliquée de façon raisonnable et modérée.

M./de h. Wyngaard estime que la commune est suffisamment protégée avec les dispositions qui figurent déjà dans le règlement. Il est inutile de stigmatiser les mendiants.

M. le Président/de h. voorzitter précise que le droit à la mendicité n'est pas mis en cause. Ce sont certains comportements, certaines manières de la pratiquer qui sont problématiques. Et sans dispositions précises, la police ne se sent pas habilitée à intervenir. Le rassemblement de mendiants, leur comportement ou le fait qu'ils s'installent au pied des horodateurs peuvent susciter la crainte de certaines personnes. Il s'agit d'un article modéré qui ne lui semble pas poser de grands problèmes quant au respect des principes fondamentaux.

M./de h. Beyer de Ryke demande si la police intervient lorsqu'il y a occupation de halls d'immeubles.

M. le Président/de h. voorzitter répond que le règlement prévoit l'intervention de la police dans ce cas-là.

M./de h. Desmet souhaiterait, concernant l'article 7, que l'on prenne en considération deux propositions concrètes, celle de modifier le type de poubelles en adoptant des poubelles à "entrée rétrécie" et celle visant à faciliter la tâche des personnes âgées qui ont très peu d'ordures ménagères, conformément à certaines expériences menées notamment aux Pays-Bas, où certaines poubelles mises en place par des particuliers deviennent des poubelles publiques et font l'objet de ramassages de la part des pouvoirs publics.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès explique que la proposition relative aux poubelles à "croisillon" ou à "orifice restreint" n'est pas probante. L'expérience a en effet été menée dans d'autres communes et on a constaté que les sacs ne pouvant entrer dans ce type de poubelle sont déposés juste à côté, ce qui constitue un réel problème. Tout se répand partout et on n'y gagne rien en matière de propreté publique. Il n'est donc pas prévu de mettre des poubelles avec croisillon. En ce qui concerne la seconde proposition, M. l'Echevin Dilliès serait d'accord si la Région avait l'intention d'assurer un ramassage à différents endroits en plus de l'entretien des containers. Si la Région ne le fait pas, la Commune ne peut pas le faire non plus. Elle a déjà la charge de la déchetterie qui est un service excessivement cher pour les contribuables uclois.

M./de h. Desmet demande néanmoins de prêter attention à la proposition relative aux poubelles à "entrée rétrécie". Il ne s'agirait pas de remplacer l'intégralité des poubelles communales mais de mener par exemple une "expérience pilote" dans certains quartiers choisis. De plus, il invite à relayer encore la seconde proposition auprès du Ministre Emir Kir.

Objet 2B – 1 : **Modification du Règlement Général de Police.**

Le Conseil,

Vu le Règlement Général de Police adopté le 30 septembre 2010 et entré en vigueur le 25 janvier 2011;

Attendu qu'il a été constaté que la police locale adressait depuis quelques temps au fonctionnaire sanctionnateur de la Commune d'Uccle des procès-verbaux ayant pour objet des infractions à l'article 107 du Règlement Général de Police (destruction volontaire ou non de propriétés mobilières appartenant à autrui);

Qu'à l'heure actuelle, ce type d'infractions ne peut pas être traité au niveau communal vu qu'il ressort de l'article 109 du Règlement Général de Police que ces infractions sont sanctionnées par des peines de police consistant soit en une amende soit en une peine d'emprisonnement;

Que ce type de procès-verbaux doit donc être traité par le Parquet qui doit juger de l'opportunité de renvoyer l'affaire devant les tribunaux;

Qu'à cet égard, selon les informations communiquées par la police locale et par le Parquet lui-même, ce dernier ne réserve plus aucune suite à ces procès-verbaux et ce, afin de résorber l'arriéré judiciaire;

Qu'il existe dès lors un vide juridique en la matière;

Considérant qu'afin de remédier à cette situation, il pourrait être opportun de modifier les deux articles précités du texte réglementaire afin que ce type d'infractions puisse être sanctionné par des amendes administratives communales et ainsi être traités exclusivement au niveau de la Commune;

Que l'article 119bis, § 2, alinéa 2 de la nouvelle loi communale prévoit en effet que le conseil communal peut prévoir dans un règlement une sanction administrative pour une infraction à l'article 559, 1° du Code Pénal (dégradation ou destruction volontaire des propriétés mobilières appartenant à autrui);

Considérant qu'il a été également constaté que certains procès-verbaux transmis par la police locale concernaient en sus la dégradation volontaire des propriétés immobilières d'autrui;

Qu'il est par conséquent recommandé d'introduire cette infraction dans le texte communal;

Qu'à cet égard, l'article 119bis, § 2, alinéa 2 de la nouvelle loi communale dispose que le conseil communal peut également prévoir dans un règlement une sanction administrative pour une infraction à l'article 534ter du Code Pénal (dégradation volontaire des propriétés immobilières appartenant à autrui);

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'introduire un nouveau chapitre dans le Règlement Général de Police intitulé "des dégradations volontaires aux propriétés mobilières et immobilières d'autrui" comprenant les nouveaux articles 105bis, 105ter et 105quater;

Considérant qu'un nouvel article relatif à la mendicité en l'espèce l'article 35bis pourrait être introduit dans le texte réglementaire;

Considérant enfin qu'il ressort de la pratique des sanctions administratives communales que des dispositions existantes doivent être adaptées;

Que les articles 7, 86 § 4, 86 § 5, 98 et 107 et la numérotation des chapitres actuellement VIII, IX, X doivent dès lors être modifiés conformément au tableau ci-annexé;

Vu les articles 117, 112 et 114 de la nouvelle loi communale;

Décide, par 31 voix pour et 9 abstentions (MM. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mme Cattoir-Jacobs, MM. Cohen, Wynants, Broquet, Mme Fremault, M. van Outryve d'Ydewalle et Mme Roba-Rabier) :

- d'adopter l'article 35bis (26 voix pour, 5 contre et 9 abstentions) ainsi que le nouveau chapitre VIII "des dégradations volontaires aux propriétés mobilières et immobilières d'autrui" comprenant les articles 105bis, 105ter et 105quater;

- d'approuver les modifications proposées aux articles 7, 86 § 4, 86 § 5, 98 et 107 et la numérotation des chapitres actuellement VIII, IX, X du Règlement Général de Police.

La version ainsi modifiée du Règlement Général de Police sera publiée conformément aux dispositions légales précitées après son approbation par les autorités de tutelle.

Onderwerp 2B - 1: **Wijziging van het algemeen politiereglement.**

De Raad,

Gelet op het algemeen politiereglement, goedgekeurd op 30 september 2010 en van kracht geworden op 25 januari 2011;

Aangezien er werd vastgesteld dat de lokale politie reeds enige tijd processen-verbaal inzake inbreuken op artikel 107 van het algemeen politiereglement (al dan niet vrijwillige beschadiging van roerende eigendommen van gelijk wie) overmaakt aan de sanctionerende ambtenaar van de gemeente Ukkel;

Aangezien deze inbreuken momenteel niet op gemeentelijk niveau behandeld kunnen worden aangezien artikel 109 van het algemeen politiereglement bepaalt dat deze inbreuken bestraft worden met een politiesanctie (een boete of een gevangenisstraf);

Aangezien deze processen-verbaal aldus door het parket behandeld moeten worden die moet oordelen over de gepastheid om de zaak naar de rechtbanken door te verwijzen;

Aangezien, volgens de inlichtingen van de lokale politie en het parket zelf, deze laatste geen gevolg meer geeft aan deze processen-verbaal en dit om de gerechtelijke achterstand in te halen;

Aangezien er in deze materie aldus een juridische lacune is;

Overwegende dat het gepast zou zijn - om deze toestand te verhelpen - om de twee voormelde artikels van het reglement te wijzen zodat deze twee inbreuken bestraft zouden kunnen worden met gemeentelijke administratieve boetes en exclusief op gemeentelijk niveau behandeld zouden kunnen worden;

Overwegende dat artikel 119bis, § 2, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenteraad in een reglement een administratieve sanctie mag voorzien voor een inbreuk op artikel 559, 1° van het Strafwetboek (andermans roerende eigendommen opzettelijk beschadigen of vernielen);

Overwegende dat er eveneens werd vastgesteld dat bepaalde processen-verbaal, overgemaakt door de lokale politie, betrekking hadden op de opzettelijke beschadiging of vernieling van andermans onroerende eigendommen;

Overwegende dat het bijgevolg aangeraden is deze inbreuk op te nemen in de gemeentelijke tekst;

Overwegende dat artikel 119bis, § 2, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeenteraad in een reglement eveneens een administratieve sanctie mag voorzien voor een inbreuk op artikel 534ter van het Strafwetboek (opzettelijke beschadiging van andermans onroerende eigendommen);

Overwegende dat er in het algemeen politiereglement een nieuw hoofdstuk toegevoegd moet worden met als titel "Opzettelijke beschadiging van andermans roerende en onroerende eigendommen" met de nieuwe artikels 105bis, 105ter en 105quater;

Overwegende dat een nieuw artikel betreffende het bedelen artikel 35bis aan het reglement toegevoegd zou kunnen worden;

Overwegende dat het uit de ervaring met de gemeentelijke administratieve sancties blijkt dat de bestaande bepalingen aangepast moeten worden;

Aangezien artikels 7, 86 § 4, 86 § 5, 98 en 107 en de nummering van de hoofdstukken, momenteel VIII, IX, X aangepast moeten worden overeenkomstig de toegevoegde tabel;

Gelet op artikels 117, 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist, met 31 stemmen voor en 9 onthoudingen (De hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Mevr. Cattoir-Jacobs, de hh. Cohen, Wynants, Broquet, Mevr. Fremault, de h. van Outryve d'Ydewalle en Mevr. Roba-Rabier) :

- zijn goedkeuring te verlenen aan artikel 35bis (26 stemmen voor, 5 tegen en 9 onthoudingen) en het nieuwe hoofdstuk VIII "Opzettelijke beschadiging van andermans roerende en onroerende eigendommen" met de artikels 105bis, 105ter en 105quater;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de voorgestelde wijzigingen aan artikels 7, 86 § 4, 86 § 5, 98 en 107 en aan de nummering van de hoofdstukken, momenteel VIII, IX, X van het algemeen politiereglement.

De aldus gewijzigde versie van het algemeen politiereglement zal gepubliceerd worden overeenkomstig de wettelijke bepalingen na de goedkeuring ervan door de toezichhoudende overheden.

Objet 2D – 1 : **Fabrique d'église de Saint-Pie X.- Budget pour 2012.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Attendu que le budget 2012 se clôture en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire de 10.151,47 € dont 32,13 % sont à charge d'Uccle, soit 3.261,66 €,

Décide, par 39 voix pour et 1 abstention (Mme Charlier) d'émettre un avis défavorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du budget 2012 de la fabrique d'église de Saint-Pie X moyennant la remarque suivante : nous encourageons la fabrique d'église à diminuer ses dépenses et à augmenter ses recettes afin de limiter l'intervention communale ordinaire.

Onderwerp 2D – 1 : **Kerkfabriek van Sint-Pius X.- Begroting voor 2012.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de begroting 2012 zich in evenwicht afsluit dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst van 10.151,47 € waarvan 32,13 % ten laste van Ukkel zijn, hetzij 3.261,66 €,

Beslist, met 39 stemmen voor en 1 onthouding (Mevr. Charlier) een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begroting voor 2012 van de kerk van Sint-Pius X met de volgende opmerking : wij moedigen de kerkfabriek aan haar uitgaven te verminderen en haar ontvangsten te vermeerderen teneinde de gewone gemeentelijke tussenkomst te beperken.

Objet 2D – 2 : Communauté israélite Chaaré Tzion.- Comptes de 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010.- Avis.

Le Conseil,
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;
 Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
 Attendu que les comptes pour les exercices allant de 2006 à 2010 qui ont été transmis par la communauté israélite Chaaré Tzion se clôturent en déficit comme suit :

EXERCICE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
2006	-	7.923,12	-
2007	-	27.043,14	-
2008	-	12.864,92	-
2009	-	27.710,57	-
2010	-	15.722,22	-

Attendu que les communes ne sont pas tenues d'intervenir dans les déficits des comptes des communautés religieuses,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 de la communauté israélite Chaaré Tzion.

Onderwerp 2D – 2 : Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion.- Rekeningen van 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010.- Advies.

De Raad,
 Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809;
 Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;
 Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;
 Aangezien de rekeningen van 2006 tot 2010 die ons door de Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

Dienstjaar	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDING	TEKORT	OPMERKINGE N
2006	-	7.923,12	-
2007	-	27.043,14	-
2008	-	12.864,92	-
2009	-	27.710,57	-
2010	-	15.722,22	-

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren rekeningen van 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 van de Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion.

2D – 3 Communauté israélite "Chaaré Tzion".- Budgets de 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011.- Avis.

M. l'échevin/de h. schepen Desmedt explique que le Conseil communal avait émis un avis favorable à l'instauration du lieu de culte "Chaaré Tzion" et celui-ci a été reconnu officiellement par le Gouvernement régional le 10 mai 2007. On compte 600 fidèles dont 75 % à Uccle et 25 % à Forest.

Les différents documents ont la particularité de ne demander aucune intervention communale puisque les budgets sont toujours en équilibre alors que les comptes sont en déficit. Il ne faudrait pas que la tendance s'inverse. Le fait de reconnaître cette communauté entraîne l'obligation de couvrir les déficits des budgets, d'intervenir dans les frais d'investissements extraordinaires et enfin d'allouer une allocation de logement au rabbin qui a le lieu de culte en charge. M. l'Echevin Desmedt propose d'émettre des avis favorables sur ces comptes et budgets, qui devront néanmoins être présentés en temps utile à l'avenir.

Mme/mevr. Roba-Rabier se réjouit de voir que la Commune d'Uccle élargit ses différentes communautés culturelles et religieuses.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt rappelle que les communes n'ont aucune responsabilité sur les religions musulmane et orthodoxe et n'interviennent pas financièrement. Cela relève du pouvoir fédéral.

M./de h. Beyer de Ryke demande si le Collège doit émettre un avis favorable ou défavorable car un feuillet invite à émettre un avis favorable et un autre, un avis défavorable.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt ne voit pas le sens d'émettre des avis défavorables pour des comptes remontant à plusieurs années. Les documents ne sont pas contradictoires puisque l'un vise les comptes et l'autre le budget. Il n'y a aucune raison d'émettre un avis défavorable sur des budgets en équilibre. Ce ne sont que les comptes qui sont en déficit.

M./de h. Cohen précise que des avis défavorables sont émis pour des fabriques d'églises remettant des budgets en retard. Si on n'est pas d'accord sur des comptes, il faut émettre un avis défavorable.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt précise que le vote est symbolique.

Objet 2D – 3 : Communauté israélite Chaaré Tzion.- Budgets de 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les budgets pour les exercices allant de 2007 à 2011 qui ont été transmis par la communauté israélite Chaaré Tzion se clôturent en équilibre sans aucune intervention communale (cf. tableau, ci-joint),

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des budgets 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 de la communauté israélite Chaaré Tzion.

Onderwerp 2D – 3 : Israëlitische gemeenschap Chaaré TZION.- Begroting van 2007, 2008, 2009, 2010 en 2011.- Advies.

De Raad,
Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;
Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;
Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;
Aangezien de begrotingen voor de dienstjaren van 2007 tot 2011 zich in evenwicht afsluiten zonder enkele gewone gemeentelijke tussenkomst (zie tabel als bijlage),
Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begrotingen voor 2007, 2008, 2009, 2010 en 2011 van de Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion.

**- Mme de T'Serclaes quitte la séance -
- Mevr. de T'Serclaes verlaat de zitting -**

Objet 3 – 1 : Régie foncière.- Proposition d'un contrat d'emphytéose pour la gestion du nouvel immeuble rue des Polders.

M./de h. de Lobkowicz demande si le contrat aurait été indexé si le Conseil communal avait adopté la délibération de Mme l'Echevin Dupuis il y a deux mois.

Mme l'Echevin/mevr. de schepen Dupuis remercie le Conseil pour sa vigilance car sans celle-ci, le vote aurait entraîné un vice. Il y avait une double indexation mais les dispositifs montrent clairement que les plans financiers d'apurement de la SLRB doivent faire référence. Il n'est pas question de modifier le caractère fixe du remboursement effectué.

M./de h. Cohen explique qu'il serait préférable d'emprunter pour acheter le bâtiment, vu les frais considérables qu'il engendre. Contrairement aux dires de Mme l'Echevin Dupuis, ce dossier coûte cher car on va payer 66 % du prix, s'occuper de l'entretien pendant 27 ans, supporter le vide locatif, payer le précompte immobilier en n'étant pas propriétaire du bâtiment. Selon un calcul, la Commune paie 66 % du bâtiment. Or, le taux d'intérêt est beaucoup plus élevé que le taux du marché auquel la Commune pourrait emprunter. Il est à 3,95 % et la Commune emprunte actuellement à un taux moindre. Sur une durée de 30 ans, elle empruntera à un taux encore bien moindre. Les 34 % restants qu'il faut financer coûteraient moins cher à la Commune.

M./de h. De Bock explique que le report de ce point aura permis de donner un mandat à l'Echevin du Logement pour renégocier cette convention et supprimer la double indexation qui était initialement prévue. D'après les calculs de M. Fuld, 2.800.000 €, sur les 27 ans, sont épargnés à la Commune, soit un tiers de la reconstruction des Eglantiers. Vu la difficulté due à l'intransigeance de la SRIB, on peut dire que c'est un très beau résultat de la part de Mme l'Echevin Dupuis, qui a brillamment négocié avec cet organisme. La S.T.I.B. paiera la sous-station électrique et cela ne coûtera donc rien à la Commune.

M.de h. Desmet reconnaît avoir un problème avec ce dossier qui est lié à l'imbrication entre les niveaux communaux, régionaux et à la nécessité d'avoir à Uccle du logement public. A l'origine, il y avait de nombreux projets mais aussi trop peu de moyens financiers pour les concrétiser. Un montage Partenariat-Public-Privé (PPP) est imaginé. La Région fournit le terrain qui se voit dépollué et dont les chancres disparaissent. Aujourd'hui, le produit quasi fini est présenté, admiré et signé. Pourtant, cela ne sera pas une opération indolore pour les Ucclois. Plusieurs présentations, en Commission et en séance plénière, ont permis aux conseillers d'exprimer de nombreuses inquiétudes et d'obtenir plusieurs précisions. De substantielles économies ont pu être dégagées entre le projet initialement présenté et la mouture actuelle. Malheureusement, il semble que dans cette troisième présentation, il y ait encore des inconnues pour lesquelles il faille obtenir des réponses claires avant de voter. Par exemple, pourquoi cette construction s'affiche-t-elle à 2.800 € le m² alors qu'au Melkriek, on parle de 1.800 € ? La base du calcul des loyers permettra de rembourser le canon et le prix des loyers est calqué sur les Pêcheries. Peut-on comparer Pêcheries et Polders ? Comment envisage-t-on d'intégrer, de supporter les coûts supplémentaires non prévus dans le montage initial de la SRIB comprenant les vides locatifs, les assurances, le précompte, le salaire du personnel communal,... ? Il faut impérativement obtenir des réponses et savoir comment seront compensés ces surcoûts. Quel sera le surcoût au niveau des loyers et pour le citoyen ? Ne faudrait-il pas recalculer les loyers pour intégrer, ne fût-ce qu'en partie, les coûts de gestion ? Quelles seront les alternatives et les conséquences si le Conseil rejette cette proposition ? Des analyses font apparaître que la SFAR Polders, dont le but est de commercialiser des baux emphytéotiques, obtient, notamment pour ce projet, des intérêts notionnels. Qu'en est-il ? Il serait plus intéressant que la Commune soit propriétaire de cet ensemble de logements. M. Desmet demande de reporter ce vote en chargeant Mme l'Echevin Dupuis de négocier avec le Ministre-Président Picqué, en charge de la Régie foncière régionale, et d'obtenir des propositions de rachat. Ce dossier nécessite un temps de réflexion.

M./de h. Hayette explique qu'on est partagé depuis plusieurs mois sur le dossier de la rue des Polders. Ces derniers jours, les questions et les réponses ont été plus précises. Concrètement, il a été demandé d'approuver le contrat d'emphytéose pour la gestion locative des 40 logements moyens et des 31 emplacements de parking en construction sur le terrain des Polders. Au sein des Commissions communales, le débat s'est porté aussi bien sur la solution de financement proposée que sur l'investissement de la Commune. Les spécialistes en construction et en droit immobilier se sont emparés du dossier et ont développé de nombreuses considérations financières et économiques. Celles-ci ne sont dénuées ni de sens ni d'intérêt. A examiner les arguments des uns et des autres, il est vrai que la question du logement est souvent réduite à des considérations statistiques et à des chiffres bruts. L'approche financière est importante car les sommes en jeu engageront la Commune pour plus de 25 ans. Les demandes de logements sont de plus en plus nombreuses et variées. Il apparaît clairement qu'il y a un manque de logements et l'action de l'autorité publique devient essentielle pour permettre aux gens de se loger. Depuis quelques années, la crise du logement s'est approfondie. Elle affecte les citoyens les plus fragiles mais également les classes moyennes qui n'ont plus la garantie de salaire. Les logements de la rue des Polders pourraient accueillir les jeunes à l'aube d'une carrière professionnelle, les personnes aux revenus modestes, dont les moyens ne permettent pas l'acquisition d'une maison ou d'un appartement plus grand.

Actuellement, les locations rencontrent de plus en plus de succès auprès des populations car la flambée des prix ne leur permet pas d'acheter un logement. On peut observer un décalage important entre les propriétaires de plus de 50 ans et les jeunes à la recherche d'un logement. On observe parfois un saut de génération lorsque les parents sont eux-mêmes en difficulté et que ce sont les grands-parents qui doivent aider leurs petits-enfants, au prix d'un sacrifice qui peut être important. A la lecture de ce constat, il apparaît que la proposition de Mme l'Echevin Dupuis répond à une demande de plus en plus forte. La formule proposée est certes particulière mais elle présente l'avantage d'être à moindre coût. On peut toujours rêver d'un achat. Il faudra toutefois agir avec une extrême prudence dans l'évaluation des coûts des travaux publics et dans les frais de gestion qui réclameront vigilance et exigence. On est à un tournant économique. La crise conduira inévitablement à une augmentation des demandes sociales et à des investissements publics de plus en plus ciblés. Dans le même temps, les recettes risquent d'être de plus en plus faibles. Dans une Commune, qui souhaite raisonnablement maintenir sa qualité de vie, notamment par ses espaces verts, les possibilités de construction se réduiront. La solution de la Région offre une réponse actuelle à une demande accrue de la population. Mme l'Echevin Dupuis l'a formulée. Il reste à l'approuver.

M./de h. Biermann explique que la situation est difficile parce qu'on engage la Commune pour un montant très important sur un très grand nombre d'années. Cependant, on engage la Commune en permanence sur toutes les décisions qu'on prend. Les remarques, émises à l'occasion des Commissions, ont été prises en considération. Il en résulte que la délibération est différente de celle proposée il y a un mois. Il faut savoir aussi que les calculs de M. Desmet ne sont pas tout à fait exacts. Il faut considérer qu'il reste 34 % à payer si la Commune souhaite acquérir le bâtiment mais on ne parle pas du prix du terrain. Il faut prendre ses responsabilités et franchir le pas. Le dossier est correct aujourd'hui et le besoin de logement est crucial. Ce dossier ne peut être sans cesse reporté. Ces logements doivent être construits.

M./de h. Desmet ne s'oppose pas à ce projet mais demande si la Région peut vendre, à quel prix et selon quelles modalités. Le vote est lié à ces questions.

M./de h. de Lobkowicz explique que ce dossier ne requiert aucune urgence.

Mme l'Echevin/mevr. de schepen Dupuis répond à M. Cohen que les locataires paient 66 % du prix et non la Commune. Cette dernière paie la gestion. Cela impose deux réflexions. D'une part, il conviendrait de gérer convenablement, d'autre part, tous les logements impliquent des frais. Aux Pêcheries, la construction a coûté 5.800.000 € et a demandé à l'Administration 6 ans de travail. Au Fort-Jaco, de l'argent a été dégagé parce qu'il y a un besoin urgent de logements de transit. C'est une réponse aux besoins du public. A Stalle, le déficit social est payé. La Commune n'est pas financée pour avoir des locataires sociaux. Selon le calcul de Mme l'Echevin Dupuis, la Commune va payer moins mais ne sera pas propriétaire. Ce bâtiment n'est pas à vendre parce que le plan régional, qui a permis le subventionnement et la construction de tous ces bâtiments, vise la construction de logements locatifs. Il le fait à bon escient parce que dans Bruxelles, la moitié des gens sont locataires. De toute façon, la Commune n'a pas les moyens d'acheter.

M./de h. Cohen demande un vote nominatif.

Objet 3 – 1 : Régie foncière.- Proposition d'un contrat d'emphytéose pour la gestion du nouvel immeuble rue des Polders.

Le Conseil,

Attendu que la S.A. SFAR-POLDERS est en train de construire un immeuble de 40 logements de type moyen et de 31 emplacements de parking rue des Polders à Uccle, sur un terrain appartenant à la Région de Bruxelles-Capitale;

Que ces appartements et ces parkings sont subsidiés pour 1/3 des coûts par la Région bruxelloise via la S.L.R.B.;

Attendu que la gestion de ce parc locatif moyen pourrait être confiée à la Régie foncière de la commune via un contrat d'emphytéose d'une durée de 27 ans;

Attendu que son coût serait le remboursement des 2/3 des frais de construction au moyen des loyers perçus;

Considérant que le calcul de remboursement qui nous a été proposé par la S.L.R.B., s'inscrit dans les fourchettes mises en œuvre actuellement pour la location des nouveaux logements moyens;

Attendu que le calcul de remboursement est joint au projet de convention et représente en tout état de cause le maximum du remboursement consenti;

Attendu que la Régie foncière serait totalement responsable de la gestion et qu'elle assumerait tous les travaux d'entretien, les assurances et les taxes liés à cette construction ainsi que la servitude d'accès à la sous-station de la S.T.I.B.;

Attendu à toutes fins utiles que le coût de la sous-station est imputé à la S.T.I.B.;

Attendu qu'un contrat d'emphytéose a été proposé par la SFAR POLDERS;

Vu les modifications souhaitées par le Collège :

- les parkings et espaces extérieurs seraient prioritairement affectés à l'usage des résidents de l'immeuble donné en emphytéose (modification de l'article 2 de la convention);

- le droit d'emphytéose serait concédé au plus tard dans les 3 mois qui suivront la réception provisoire des travaux de construction, soit en 2012 (modification de l'article 4 de la convention);

- après ce délai de 27 ans, la commune d'Uccle, via sa Régie foncière, aurait la possibilité de conclure un nouveau bail de gestion avec le propriétaire du terrain (ajout à l'article 5 de la convention);

- la commune demande au propriétaire du terrain et/ou à la SLRB de s'engager à l'avertir en cas de vente du bien et à lui accorder un droit prioritaire dans un délai lui permettant d'entamer les démarches et d'acquérir le bien à la fin de l'emphytéose (ajout à l'article 5 de la convention);

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, par 25 voix pour, 9 contre et 5 abstentions (Mme Charlier, MM. Desmet, Wyngaard, Kirkpatrick et Mme Francken) d'approuver le contrat d'emphytéose pour la gestion locative des 40 logements moyens et des 31 emplacements de parking en construction sur le terrain Polders joint en annexe moyennant les modifications détaillées ci-dessus des articles de la convention.

Onderwerp 3 – 1 : **Bedrijf voor Grondbeleid.- Ontwerp van een erfpachtovereenkomst voor het beheer van het nieuwe gebouw in de Poldersstraat.**

De Raad,

Aangezien de NV SFAR-POLDERS momenteel een gebouw optrekt van 40 gemiddelde woningen en 31 parkeerplaatsen aanlegt in de Poldersstraat in Ukkel op een terrein dat toebehoort aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien deze appartementen en parkeerplaatsen voor 1/3 van de kosten gesubsidieerd worden door het Brussels Gewest via de BGHM;

Aangezien het beheer van dit woningpark toevertrouwd kan worden aan het Bedrijf voor Grondbeleid van de gemeente via een erfpachtovereenkomst van 27 jaar;

Aangezien de kost hiervan het volgende zou zijn: de terugbetaling van 2/3 van de bouwkosten middels de geïnde huurgelden;

Overwegende dat de berekening van de terugbetaling die ons werd voorgesteld door de BGHM past binnen de marges die momenteel voorzien zijn voor de huur van de nieuwe gemiddelde woningen;

Aangezien de berekening van de terugbetaling toegevoegd werd aan het ontwerp van overeenkomst en het maximum van de toegestane terugbetaling voorstelt;

Aangezien het Bedrijf voor Grondbeleid volledig verantwoordelijk zou zijn voor het beheer en zal zorgen voor de onderhoudswerken, de verzekeringen en de belastingen die op deze constructie van toepassing zijn en voor de erfdienstbaarheid van toegang tot het onderstation van de MIVB;

Aangezien, in elke hypothese, de kost van het onderstation ten laste is van de MIVB;

Aangezien een erfpachtovereenkomst werd voorgesteld door SFAR POLDERS;

Gelet op de wijzigingen zoals gewenst door het college :

- de parkeerplaatsen en buitenruimtes zouden in hoofdzaak bestemd moeten worden voor gebruik door de bewoners van het in erfpacht gegeven gebouw (wijziging van artikel 2 van de overeenkomst);

- het erfpachtrecht zou toegekend worden uiterlijk binnen de 3 maanden die volgen op de voorlopige oplevering van de bouwwerken, meer bepaald in 2012 (wijziging van artikel 4 van de overeenkomst);

- na deze termijn van 27 jaar zal de gemeente Ukkel, via het Bedrijf voor Grondbeleid, de mogelijkheid hebben een nieuwe overeenkomst af te sluiten met de eigenaar van het terrein (toevoeging aan artikel 5 van de overeenkomst);

- de gemeente vraagt aan de eigenaar van het terrein en/of aan de BGHM de gemeente te verwittigen in geval van verkoop van het goed en de gemeente voorrang te verlenen binnen een termijn die de gemeente de mogelijkheid biedt de nodige stappen te ondernemen en het goed te verwerven aan het einde van de erfpachtovereenkomst (toevoeging aan artikel 5 van de overeenkomst);

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist, met 25 stemmen voor, 9 tegen en 5 onthoudingen (Mevr. Charlier, de hh. Desmet, Wyngaard, Kirkpatrick en Mevr. Francken) de erfpachtovereenkomst goed te keuren voor het beheer van 40 gemiddelde huurwoningen en 31 parkeerplaatsen die gebouwd worden op het terrein Polders middels de bovenvermelde wijzigingen van artikels van de in bijlage toegevoegde overeenkomst.

- M. de Le Hoye quitte la séance -
- De h. de Le Hoye verlaat de zitting -
- M. l'échevin Dillière, Mme l'échevin Gol-Lescot et M. Bierman sortent -
- De h. schepenen Dillière, mevr. de schepenen Gol-Lescot en de h. Bierman verlaten de zaal -

Objet 3 – 2 : **Approbation du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2012.**

Le Conseil,

Vu que le Collège soumet au vote du Conseil communal les prévisions budgétaires de la Régie foncière pour l'exercice 2012;

Vu que la nouvelle présentation du budget imposée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 se subdivise en budget d'exploitation et en budget patrimonial;

Vu le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2012;

Vu les articles 93, 117 et 261 à 263 de la nouvelle loi communale organisant les Régies communales;

Vu les articles 1 à 13 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 relatif aux budgets des Régies communales;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- 1) d'adopter le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2012;
- 2) de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie;
- 3) de soumettre la présente résolution et ses annexes aux formalités de publication et à l'approbation des autorités de tutelle.

Onderwerp 3 – 2 : **Goedkeuring van de begroting van het Bedrijf voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2012.**

De Raad,

Aangezien het College de begrotingsvoorzieningen van het Bedrijf voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2012 aan de stemming van de Gemeenteraad onderwerpt;

Aangezien het nieuwe voorstellen van de begroting opgelegd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 wordt onderverdeeld in exploitatiebegroting en patrimoniale begroting;

Gelet op de begroting van het Bedrijf voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2012;

Gelet op artikels 93, 117 en 261 tot 263 van de nieuwe Gemeentewet houden organisatie van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikels 1 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6.11.2003 met betrekking tot de begrotingen van de Gemeente bedrijven;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit :

- 1) de begroting van het Bedrijf voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2012 te aanvaarden;
- 2) een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven en van gewoon beheer van de Regie;

3) de huidige beslissing en haar bijlagen aan de formaliteiten van bekendmaking en goedkeuring van de voordijoverheid te onderwerpen.

**- Mme Francken sort -
- Mevr. Francken verlaat de zaal -**

Objet 3 – 3 : **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-culturelle.- Budget 2012.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. "Animation Prévention Socioculturelle" a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Attendu que cette A.S.B.L. présente son budget 2012 arrêté par l'Assemblée Générale en séance du 22 novembre 2011;

Vu le programme établi par cette A.S.B.L.,

Décide d'approuver le budget pour 2012 de l'A.S.B.L. "Animation Prévention Socioculturelle", sous réserve du montant qui sera inscrit au budget communal pour l'exercice 2012.

Onderwerp 3 – 3 : **V.Z.W. animatie Socio-culturele Preventie.- Begroting 2012.**

De Raad,

Gelet op de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;

Aangezien deze V.Z.W. haar begroting voor 2012 door de Algemene Vergadering vastgelegd in zitting van 22 november 2011, voorstelt;

Gelet op het programma opgesteld door deze V.Z.W.,

Beslist de begroting voor 2012 van de V.Z.W. Animatie Socio-culturele goed te keuren, onder voorbehoud van het bedrag dat ingeschreven zal worden op de Gemeente begroting voor het dienstjaar 2012.

Objet 4A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 9 août 2011 - Contrôle et analyse de revêtements hydrocarbonés - Exercice 2011 - Approbation de la dépense supplémentaire de 16.504 € - Article 421/731-60/82;

- 11 octobre 2011 - Achat d'une épandeur 2011 - Décision de renoncer à l'acquisition d'un portique pour l'épandeur;

- 29 novembre 2011 - Achat de petit outillage et de machines d'entretien - 2.522,97 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Conciergerie de l'école de Messidor : travaux dans la cuisine et la salle de bains - 22.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Ecole primaire de Saint-Job : rénovation de la régulation - 30.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Ecole primaire de Saint-Job : réparation de la dalle de la salle des professeurs - 50.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Maison des Arts : installation d'une alarme incendie - 5.167,81 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 76301/724-60/96 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Eglise de Saint-Job : remplacement du système de chauffage de la chapelle - 60.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 790/724-60/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Crèche du Chat : installation de volets anti-effraction - 10.000 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 84401/724-60/85 - Emprunt;
- 6 décembre 2011 - Crèche du Chat : installation d'une alarme intrusion - 3.932,16 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) - Article 84401/724-60/85 - Emprunt;
- 13 décembre 2011 - Achat de matériel et de machines (ateliers/chantiers) - Imputation de 53,41 €, dépassant l'estimation du lot 15, sur le disponible restant (1.378,98 €) à l'article 875/744-98/84;
- 13 décembre 2011 - Achat d'une petite épandeur de sel tractée - Imputation de 272,50 € dépassant l'estimation du marché sur le disponible restant (2.499,74 €) à l'article 421/744-51/84;
- 13 décembre 2011 - Bibliothèque du Centre - Achat d'un aspirateur dorsal - 653,79 € (majoration et T.V.A. comprises) - Article 76701/724-60/85 - Emprunt;
- 13 décembre 2011 - I.C.P.H. : réparation de la barrière coulissante électrique - 459,63 € (majoration et T.V.A. comprises) - Article 75102/724-60/85 - Fonds de réserve;
- 20 décembre 2011 - Crèche du Globe - Aménagements de la halte-garderie - Dépassement de 20.000 € - Article 84401/724-60/96;
- 20 décembre 2011 - Salle de sport Neerstalle - Etanchéisation des murs - Dépassement de 13.129,42 € - Article 764/724-60/85;
- 27 décembre 2011 - Achat de mobilier divers de bureau - Dépassement de 2.061,19 € - Article 137/741-51/96;
- 27 décembre 2011 - Achat de vélos 2011 - 6.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/743-51/84 - Fonds de réserve;
- 27 décembre 2011 - Achat de bacs de stockage pour sel - 2.500 € (T.V.A. comprise) - Article 136/743-51/84 - Emprunt;
- 27 décembre 2011 - Achat d'une table élévatrice électrique - 6.500 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-98/84 - Emprunt.
- 27 décembre 2011 - Informatisation des services, écoles et bibliothèques - 16.270,17 € (T.V.A. comprise) - Emprunt (Articles 138/742-53/53 et 139/742-53/53) - Fonds de réserve (Articles 706/742-53/40, 722/742-53/40, 734/742-53/40, 735/742-53/40, 75101/742-53/40, 76701FR/742-53/70 et 76701NL/742-53/70);
- 27 décembre 2011 - Informatisation des services, écoles et bibliothèques - 13.861,97 € (T.V.A. comprise) - Emprunt (Articles 138/742-53/53 et 139/742-53/53) -

Fonds de réserve (Articles 104/742-53/53, 424/742-53/53, 762/742-53/53, 840/742-53/53, 76701FR/742-53/40, 76701NL/742-53/40 et 139/123-13/53).

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.#**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 9 augustus 2011 - Controle en analyse van wegbedekkingen - Dienstjaar 2011
- Goedkeuring van de bijkomende uitgave van 16.504 € - Artikel 421/731-60/82;
- 11 oktober 2011 - Aankoop van een strooimachine 2011 - Beslissing om geen portiek aan te kopen;
- 29 november 2011 - Aankoop van klein gereedschap en onderhoudsmachines - 2.522,97 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Conciërgewoning van de Messidorschool : werken in de keuken en in de badkamer - 22.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Lagere school van Sint-Job : renovatie van de regulering - 30.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Lagere school van Sint-Job : herstelling van de steen in de leraarskamer - 50.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Huis der Kunsten : installatie van een brandalarm - 5.167,81 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76301/724-60/96 - Lening;
- 6 december 2011 - Kerk van Sint-Job : vervanging van het verwarmingssysteem van de kapel - 60.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 790/724-60/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Kinderdagverblijf van de Kat : installatie van anti-inbraakrolluiken - 10.000 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85 - Lening;
- 6 december 2011 - Kinderdagverblijf van de Kat : installatie van een inbraakalarm - 3.932,16 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/85 - Lening;
- 13 december 2011 - Aankoop van materieel en machines (ateliers/werven) - Inschrijving van 53,41 € (overschrijding van de raming van lot 15), op de overgebleven som (1.378,98 €) op artikel 875/744-98/84;
- 13 december 2011 - Aankoop van een kleine zoutstrooimachine - Inschrijving van 272,50 € die de raming overschrijdt op de overgebleven som (2.499,74 €) op artikel 421/744-51/84;

- 13 december 2011 - Bibliotheek van het Centrum - Aankoop van een stofzuiger voor op de rug - 653,79 € (verhoging et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76701/724-60/85 - Lening;
- 13 december 2011 - I.C.P.H. : herstelling van de elektrische schuifpoort - 459,63 € (verhoging en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Reservefonds;
- 20 december 2011 - Kinderdagverblijf van de Globe - Inrichtingen in de tijdelijke kinderopvang - Overschrijding met 20.000 € - Artikel 84401/724-60/96;
- 20 december 2011 - Sportzaal Neerstalle - Waterdicht maken van de muren - Overschrijding met 13.129,42 € - Artikel 764/724-60/85;
- 27 december 2011 - Aankoop van divers kantoormeubilair - Overschrijding met 2.061,19 € - Artikel 137/741-51/96;
- 27 december 2011 - Aankoop van fietsen 2011 - 6.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/743-51/84 - Reservefonds;
- 27 december 2011 - Aankoop van opslagbakken voor zout - 2.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/743-51/84 - Lening;
- 27 december 2011 - Aankoop van een elektrische heftafel - 6.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-98/84 - Lening.
- 27 december 2011 - Informatisering van de diensten, scholen en bibliotheken - 16.270,17 € (B.T.W. inbegrepen) - Lening (Artikels 138/742-53/53 et 139/742-53/53) - Reservefonds (Artikels 706/742-53/40, 722/742-53/40, 734/742-53/40, 735/742-53/40, 75101/742-53/40, 76701FR/742-53/70 et 76701NL/742-53/70);
- 27 december 2011 - Informatisering van de diensten, scholen en bibliotheken - 13.861,97 € (B.T.W. inbegrepen) - Lening (Artikels 138/742-53/53 et 139/742-53/53) - Reservefonds (Artikels 104/742-53/53, 424/742-53/53, 762/742-53/53, 840/742-53/53, 76701FR/742-53/40, 76701NL/742-53/40 en 139/123-13/53).

Objet 4A – 2 : Salle Jacques Van Offelen.- Renouvellement de l'installation de chauffage.- Approbation de l'augmentation de l'estimation de la dépense.

Le Conseil,

Vu sa délibération du 23 juin 2011 (objet 4A-11) approuvant le projet de procéder au renouvellement de l'installation de chauffage de la salle Jacques Van Offelen, les documents d'adjudication y relatifs, l'estimation de la dépense envisagée, soit 180.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011, le mode de passation du marché, soit une adjudication publique et le financement de la dépense par emprunt et subsides;

Vu le courrier du 5 octobre 2011 des services de la tutelle nous informant que la délibération précitée ne soulève pas d'objection de leur part;

Vu le procès-verbal d'ouverture des offres du vendredi 25 novembre 2011 à 15h00 suite à l'avis de marché public paru au bulletin des adjudications du Moniteur belge du 14 octobre 2011, attestant que deux offres sont parvenues à notre administration endéans les délais impartis, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

1) Firme A à 4040 Herstal pour le montant de 163.913,80 € (hors T.V.A.), soit 198.335,70 € (T.V.A. comprise);

2) Firme B à 1740 Ternat pour le montant de 173.498,53 € (hors T.V.A.), soit 209.933,22 € (T.V.A. comprise);

Vu la délibération du Collège échevinal en séance du 20 décembre 2011 de désigner, conformément à l'article 236 de la nouvelle loi communale, la firme A à 4040 Herstal aux conditions de son offre du 23 novembre 2011 établie au montant corrigé de 164.455,02 € (hors T.V.A.) et porté à 218.889,62 € (majoration 10 % et T.V.A. 21 % comprises) en vue de couvrir la T.V.A., les éventuelles dépenses imprévues en cours d'exécution du marché et l'application de la formule de révision des prix et d'engager la dépense précitée à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

Considérant que le crédit de 180.000,00 € prévu à la sous-allocation "Salle Jacques Van Offelen : renouvellement installation de chauffage" à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011 a été porté à 230.000,00 € par modification budgétaire;

Vu la note du service du Receveur communal du 28 novembre 2011 informant que les modifications budgétaires n° 2 et 3 sont devenues exécutoires par expiration du délai;

Approuve l'augmentation de l'estimation de la dépense envisagée, soit 38.889,62 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) à imputer à l'article 764/724-60/85 du budget extraordinaire 2011.

Onderwerp 4A – 2 : Zaal Jacques Van Offelen.- Vernieuwen van de verwarmingsinstallatie.- Goedkeuring van de verhoging van de geraamde uitgave.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van 23 juni 2011 (onderwerp 4A-11) waarin het ontwerp werd goedgekeurd om over te gaan tot het vernieuwen van de verwarmingsinstallatie van de zaal Jacques Van Offelen, alsook de betreffende aanbestedingsdocumenten, de raming van de geplande uitgave, nl. 180.000,00 € (incl. 21 % btw) te boeken onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011, de gunningswijze van de opdracht, nl. een openbare aanbesteding en de financiering van de uitgave door lenen en subsidies;

Gelet op het schrijven van de diensten van de toezichhoudende overheid van 5 oktober 2011 waarin wordt gemeld dat de bovenvermelde beraadslaging geen aanleiding geeft tot opmerkingen van hunnentwege;

Gelet op het proces-verbaal van opening van de offertes van vrijdag 25 november 2011 om 15 u., ten gevolge van het aanbestedingsbericht dat in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad is verschenen op 14 oktober 2011, dat aantoont dat er aan de voorzitter van de zitting binnen de opgelegde termijn twee offerte zijn overhandigd, namelijk, in stijgende volgorde :

1) Firma A te 4040 Herstal voor het bedrag van 163.913,80 € (excl. btw) of 198.335,70 € (incl. btw);

2) Firma B te 1740 Ternat voor het bedrag van 173.498,53 € (excl. btw) of 209.933,22 € (incl. btw);

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege in zitting van 20 december 2011 om, overeenkomstig artikel 236 van de nieuwe gemeentewet, firma A te 4040 Herstal aan te duiden volgens de voorwaarden van haar offerte van 23 november 2011 opgesteld voor een verbeterd bedrag van 164.455,02 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 218.889,62 € (10 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen) om de btw te dekken, alsook eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de opdracht en de toepassing van de prijsherzieningsformule en om de

bovenvermelde uitgave vast te leggen onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

Overwegende dat het krediet van 180.000,00 €, voorzien onder de toelage "Zaal Jacques Van Offelen : vernieuwen van de verwarmingsinstallatie" onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011 bij begrotingswijziging gebracht is op 230.000,00 €;

Gelet op de nota van de dienst van de Gemeenteontvanger van 28 november 2011 waarin staat dat de begrotingswijzigingen nr. 2 en 3 uitvoerbaar zijn geworden door het verstrijken van de termijn,

Keurt de verhoging goed van de geraamde uitgaven, nl. 38.889,62 € (10 % vermeerdering en btw inbegrepen), in te schrijven onder artikel 764/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011.

Objet 4A – 3 : Rue de Stalle, 160.- Construction d'un bâtiment pour la propreté publique.- Raccordement électrique et gaz du bâtiment.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un budget de 10.000,00 EUR est prévu à l'article 876/724-60/96 du budget extraordinaire de 2011 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu qu'il y a lieu de procéder au raccordement électrique et gaz du futur bâtiment et qu'à cet effet, notre service a demandé une offre de prix à la firme Sibelga, qui en fonction de son statut, est le seul gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que l'offre de la société Sibelga en vue de ces raccordements s'élève à 6.107,00 EUR HTVA ou 7.389,47 EUR TVAC;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense estimée à 7.389,47 EUR TVAC;
- 2) de confier la réalisation des travaux à Sibelga, gestionnaire du réseau publique de gaz et d'électricité;
- 3) d'engager la dépense de 7.389,47 EUR à l'article 876/724-60/96 du budget extraordinaire de 2011;
- 4) de marquer son accord sur le mode de financement de la dépense via le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 3 : Stallestraat, 160.- Nieuwbouw voor de openbare reinheid.- Aansluiting aan het elektriciteits- en gasnet.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.#

De Raad,

Gelet op de toelage van 10.000,00 EUR onder artikel 876/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2011 om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde ontwerp;

Aangezien het aangewezen is het gebouw aan te sluiten op het elektriciteits- en gasnet en onze dienst voor de uit te voeren werken een beroep heeft gedaan op Sibelga, die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelet op zijn statuut de enige beheerder is van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;

Gelet op de offerte van Sibelga voor deze installatie die 6.107,00 EUR excl. BTW of 7.389,47 EUR BTWI bedraagt;

Op voorstel van het schepencollege,

Besluit :

- 1) de uitgave geraamd op 7.389,47 EUR BTWI, goed te keuren;
- 2) het uitvoeren van de werken toe te vertrouwen aan Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;
- 3) de uitgave van 7.389,47 EUR vast te leggen op artikel 876/724-60/96 van de buitengewone begroting 2011;
- 4) in te stemmen met de financieringswijze van de uitgave via het Reservefonds.

Objet 4A – 4 : Rue de Stalle, 160.- Construction d'un bâtiment pour la propreté publique.- Raccordement au réseau de distribution d'eau publique.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'une allocation de 10.000,00 EUR figure à l'article 876/724-60/96 du budget extraordinaire de 2011 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu qu'il y a lieu de procéder au raccordement de l'immeuble au réseau de distribution d'eau;

Vu qu'en date du 10 mai 2001, l'Assemblée a approuvé la cession de la gestion du réseau de distribution d'eau de la commune à l'IBrA. Entre-temps l'IbrA a changé de nom et est devenue Hydrobru. Les travaux seront effectués par Hydrobru, gestionnaire du réseau public de distribution d'eau de la commune;

Attendu que la dépense est estimée à 2.610,53 EUR TVAC;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense estimée à 2.610,53 EUR TVAC;
- 2) de confier la réalisation des travaux à HYDROBRU, gestionnaire du réseau public de distribution d'eau de la commune;
- 3) d'engager la dépense de 2.610,53 EUR à l'article 876/724-60/96 du budget extraordinaire de 2011;
- 4) de marquer son accord sur le mode de financement de la dépense via le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 4 : Stallestraat, 160.- Nieuwbouw voor de openbare reinheid.- Aansluiting aan het distributienet van openbaar water.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Gelet op de toelage van 10.000,00 EUR onder artikel 876/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2011 om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde ontwerp;

Aangezien het aangewezen is het gebouw aan te sluiten op het waterdistributienet;

Aangezien de Assemblee op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het waterdistributienet van de gemeente aan BrIS. Intussen is BrIS van naam veranderd en is het Hydrobru geworden.

De werken zullen worden uitgevoerd door Hydrobru, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;

Aangezien de uitgave is geraamd op 2.610,53 EUR incl. btw;

Op voorstel van het Schepencollege;

Beslist :

- 1) de op 2.610,53 EUR incl. btw geschatte uitgave goed te keuren;
- 2) het uitvoeren van de werken toe te vertrouwen aan HYDROBRU, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;
- 3) de uitgave van 2.610,53 EUR onder artikel 876/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2011 vast te leggen;
- 4) in te stemmen met de financieringswijze van de uitgave via het Reservefonds.

Objet 4A – 5 : Ecole du Val Fleuri.- Extension du préau.- Approbation du dépassement de l'estimation initiale.

Le Conseil,

Vu qu'en séance du 22 septembre 2011, l'Assemblée a approuvé le projet cité en objet, l'estimation approximative de 100.000,00 EUR (majoration et TVAC), le mode de passation du marché soit une adjudication publique et le financement de la dépense;

Considérant que le Collège, en sa séance du 27 décembre 2011, a pris acte du procès verbal d'ouverture des offres daté du 12 décembre 2011 et atteste que cinq offres sont parvenues à notre Administration et propose la désignation du plus bas soumissionnaire comme adjudicataire au montant de 126.393,01 EUR (majoration et TVAC), soit un montant supérieur de 26.393,01 EUR à celui de l'estimation de 100.000,00 EUR (majoration et TVAC) approuvé précédemment;

Considérant que ce dépassement peut être imputé au même article budgétaire soit le 722/723-60/96 du budget extraordinaire de 2011, dont la sous-allocation "Ecole de Verrewinkel : aménagements et rénovations" ne sera pas engagé cette année;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver le dépassement de l'estimation initiale pour un montant de 26.393,01 EUR, imputé à la sous-allocation "Ecole de Verrewinkel : aménagements et rénovations" à l'article 722/723-60/96 du budget extraordinaire de 2011, dont le financement de la dépense se fait par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 5 : Val Fleurischool.- Uitbreiding van de overdekte speelplaats.- Goedkeuring van de overschrijding van de aanvankelijke raming.

De Raad,

Gelet op de zitting van 22 september 2011 waarin de Gemeenteraad het hierboven vermelde ontwerp heeft goedgekeurd, alsook de raming van ongeveer 100.000,00 EUR (vermeerdering en btw inbegrepen), de gunningswijze van de opdracht door openbare aanbesteding en de financiering van de uitgave;

Overwegende dat het College in zitting van 27 december 2011 akte heeft genomen van het proces-verbaal van de opening van de offertes, gedateerd op 12 december 2011 waaruit blijkt dat vijf offertes bij ons bestuur zijn aangekomen, en dat het college voorstelt de laagste inschrijver aan te duiden als opdrachtnemer, tegen een bedrag van 126.393,01 EUR (vermeerdering en btw inbegrepen), wat een bedrag is dat 26.393,01 EUR hoger ligt dan de eerder goedgekeurde raming van 100.000,00 EUR (vermeerdering en btw inbegrepen);

Overwegende dat deze overschrijding geboekt kan worden op hetzelfde begrotingsartikel, nl. 722/723-60/96 van de buitengewone begroting 2011, waarvan de toelage "Verrewinkelschool : inrichtingen en vernieuwingen" dit jaar niet vastgelegd zal worden;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de overschrijding van de aanvankelijke raming voor een bedrag van 26.393,01 EUR goed te keuren, geboekt onder de toelage "Verrewinkelschool: inrichtingen en vernieuwingen" van artikel 722/723-60/96 van de buitengewone begroting 2011, waarvan de financiering gebeurt door een lening aan te gaan.

**- Mme Fremault, MM. Van Outryve d'Ydewalle et Wyngaard sortent -
- Mevr. Fremault, de hh. Van Outryve d'Ydewalle en Wyngaard verlaten de zaal -**

Objet 4A – 6 : Jardin Cogels, rue du Doyenné.- Mur mitoyen.- Application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.- Création d'un article budgétaire.

Le Conseil,

Attendu qu'il y a lieu de mettre les lieux en sécurité à la suite de l'effondrement d'un mur mitoyen, rue du Doyenné;

Vu l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal, relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

2) d'approuver la dépense et de voter la création d'un article 766/725-60/85 (dépense) pour inscrire la dépense estimée à 14.000 € (TVA et imprévus compris) et la création d'un article 060/995-51/35 (recette), pour un montant équivalent.

La dépense sera couverte par le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 6 : Cogelstuin, Dekenijstraat.- Scheidingsmuur.- Toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.- Creatie van een begrotingsartikel.

De Raad,

Aangezien het is aangewezen de plaats waar in de Dekenijstraat een scheidingsmuur is ingestort te beveiligen;

Gelet op artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet,

Besluit :

1) kennis te nemen van het besluit van het schepencollege betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

2) de uitgave goed te keuren alsook de creatie van artikel 766/725-60/85 (uitgave) om de op 14.000 € (incl. btw en onvoorziene kosten) geraamde uitgave en van artikel 060/995-51/35 (inkomst) voor een gelijk bedrag.

De uitgave zal gedekt worden door het Reservefonds.

Objet 4A – 7 : Jardin Cogels, rue du Doyenné.- Mur mitoyen.- Application des articles 234, alinéa 1 et 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale. #

Le Conseil,

Considérant qu'en date du 23 août 2011, un sinistre est survenu à la propriété de la Commune, sise, 102, rue du Doyenné;

Considérant que le mur mitoyen avec la propriété voisine s'est effondré sur une longueur de ± 25 m;

Considérant que la propriété voisine appartient à l'A.S.B.L. "Association des Œuvres Paroissiales du Doyenné d'Uccle";

Considérant que la compagnie d'assurance a fait savoir qu'il n'y avait pas d'intervention pour ce type de sinistre;

Vu le rapport établi par le bureau SECO, qui met en évidence l'urgence d'une intervention, la différence de niveau entre les deux propriétés étant de 1,20 m, le talus étant à angle droit, la décompression latérale du terrain ayant commencé, et le risque d'un effondrement des terres étant réel;

Considérant que l'A.O.P. A.S.B.L. de la paroisse Saint-Pierre, qui a également subi des dommages à son bâtiment, situé à proximité de la limite mitoyenne, a dû, en urgence, faire procéder à des interventions de mise en sécurité sur son bâtiment et sur le chemin d'accès au bâtiment arrière, longeant le mur mitoyen;

Considérant que la société choisie, soit T.D. Construction & Sécurité S.P.R.L. (en abrégé T.D.C.S.), dont le siège social est situé rue des Alliés, 97 à 1190 Bruxelles, a remis prix pour les travaux de sécurisation du site, démolition de la partie du mur restant, prête à s'écrouler, et évacuation de la totalité des décombres;

Considérant que le montant de l'offre est de 21.320,00 € HTVA, à partager entre les deux propriétaires du mur mitoyen (soit 10.660,00 € HTVA par propriétaire ou 12.898,60 € TVAC);

Vu l'engagement pris par l'A.O.D. A.S.B.L. de prise en charge de la moitié des frais;

Considérant qu'après cette première phase de mise en sécurité, des travaux de reconstruction du mur mitoyen devront être envisagés, et que le Service des Bâtiments communaux devra élaborer, à cette fin, un cahier spécial des charges et procéder à un marché public distinct;

Vu l'urgence;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 17, § 2, alinéa 1 f) de la loi du 24 décembre 1993, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale;

Vu que les articles 766/725-60/85 (dépense) pour un montant de 14.000 € (TVA et imprévus compris) et 060/995-51/35 (recette - financement par Fonds de réserve), pour un montant équivalent seront créées lors de la présente séance,

Décide :

1) de prendre acte, en application de l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale, de la décision du Collège échevinal du 17 janvier 2012 relative aux travaux de sécurisation du site, de démolition de la partie du mur restant, prête à s'écrouler et d'évacuation de la totalité des décombres pour un montant estimé à 14.000 € (TVA et imprévus compris);

2) de prendre connaissance de la décision du Collège échevinal, relative à l'application de l'article 249, § 1, alinéa 2 de la nouvelle loi communale.

La dépense sera couverte par le Fonds de réserve.

Onderwerp 4A – 7 : **Cogelstuin, Dekenijstraat.- Scheidingsmuur.- Toepassing van de artikels 234, alinea 1 en 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.**

De Raad,

Overwegende dat het eigendom in de Dekenijstraat 102 op 23 augustus 2011 door een schadegeval is getroffen;

Overwegende dat de scheidingsmuur met het aanpalende eigendom over een lengte van ± 25 m is ingestort;

Overwegende dat het aanpalende eigendom toebehoort aan de V.Z.W. Vereniging van Pastorale Werken van de Dekenij van Ukkel;

Overwegende dat de verzekeringsmaatschappij heeft laten weten niet tussen te komen voor dergelijke schadegevallen;

Gelet op het door het studiebureau SECO opgestelde verslag, waaruit het dringende karakter van een tussenkomst blijkt, alsook dat het niveauverschil tussen de twee eigendommen 1,20 m bedraagt, het talud een rechte hoek heeft, de zijdelingse drukvermindering van het terrein begonnen is en het risico op instorting van aarde reëel is;

Overwegende dat de V.Z.W. van de parochie Sint-Pieter, die ook schade heeft ondervonden aan haar gebouw dat dicht bij de mandelige grens legt, dringend is moeten overgaan tot werken om haar gebouw en de toegangsweg achteraan die langs de scheidingsmuur loopt te beveiligen;

Overwegende dat de gekozen onderneming, met name T.D. Construction & Sécurité B.V.B.A. (afgekort TDCS), met hoofdzetel in de Bondgenotenstraat 97 te 1190 Brussel, een prijsofferte heeft ingediend voor de werken en om de site te beveiligen, om het overblijvende en op instorten staande deel van de muur af te breken en om al het puin te verwijderen;

Overwegende dat het bedrag van de offerte 21.320,00 € excl. btw bedraagt, te delen tussen de twee eigenaren van de scheidingsmuur (dus 10.660,00 € excl. btw per eigenaar, of 12.898,60 € incl. btw);

Gelet op de verbintenis van de parochiale V.Z.W. om haar deel van de kosten op zich te nemen;

Overwegende dat na deze eerste beveiligingsfase herstelwerken aan de scheidingsmuur gepland moeten worden, en dat de dienst Gemeentegebouwen hiertoe een bestek moet opstellen en tot een aparte openbare aanbesteding moet overgaan;

Gelet op het dringende karakter;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 17, § 2, alinea 1 f) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 766/725-60/85 (uitgave) voor een bedrag van 14.000 € (incl. btw en onvoorziene kosten) en 060/995-51/35 (inkomsten - financiering door het Reservefonds), voor een gelijk bedrag, die tijdens deze zitting zullen worden gecreëerd,

Besluit :

1) akte te nemen, in toepassing van artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet, van het besluit van het schepencollege van 17 januari 2012 betreffende de werkzaamheden om de site te beveiligen, een deel van de overblijvende muur af te breken dat op instorten stond, en al het puin te verwijderen voor een geraamd bedrag van 14.000 € (incl. btw en onvoorziene kosten);

2) kennis te nemen van het besluit van het schepencollege betreffende de toepassing van artikel 249, § 1, alinea 2 van de nieuwe gemeentewet.

De uitgave zal gedekt worden door het Reservefonds.

Objet 4D – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions. #

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit:

Abrogations :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.142.- Avenue des Chalets, du n°11 au n°5;

14.260.- Rue de la Fauvette, entre le n°15A et le carrefour avec la rue Klipveld, du mardi au samedi, de 10h30 à 14h30 (zone de chargement et de déchargement);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.234.- Rue de Calevoet, 98;

Rectifications:

Article 1.A.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqués en regard de chacune d'elles.

1.A.197.- Avenue des Sophoras, de l'avenue des Hospices à l'avenue des Alisiers;

1.A.198.- Avenue des Alisiers, de l'avenue des Sophoras à l'avenue des Hospices;

Article 1.C.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes.

1.C.22.- Rue du Coq : - de la rue du Château d'Eau à la rue des Poussins - de la chaussée d'Alseberg à la rue des Poussins;

1.C.45.- Rue du Pacifique, de la rue Edith Cavell à la rue Général Mac Arthur;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.265.- Place Emile Danco, 14-13, sur une distance de 12m, du lundi au samedi, de 7h00 à 15h00 (zone de chargement et de déchargement);

Article 20.- Une zone de stationnement de 1,80 mètre minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.52.- Chaussée de Drogenbos : du carrefour avec l'avenue de Beersel au n°126; du côté opposé au n°130 au n°169; du côté opposé au n°148 au côté opposé au n°150; du côté opposé au mitoyen des n°s 181-183 au n°172; du n°180 au n°184; du n°211 au n°223; du n°225 au n°233;

Nouvelles dispositions :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.439.- Rue de Verrewinkel, au mitoyen du n°7 rue de Verrewinkel et du n°1 Chemin du Puits;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1m et 3m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.268.- Rue Joseph Bens, 39 (deux zones);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.258.- Avenue du Vossegat, en face du n° 45;

Article 17.III.- Le stationnement est obligatoire :

17.III.1- sur le trottoir ou sur l'accotement (E9e + additionnel éventuel)

17.III.1.33.- Avenue des Chalets, côté impair, de la chaussée de Waterloo jusqu'au n°5;

Article 20.- Une zone de stationnement de 1,80 mètre minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.113.- Avenue des Chalets, côté pair, du côté opposé au n°9 jusqu'au côté opposé au n°5;

Article 22.D.- Des ralentisseurs de trafic sont prévus aux endroits ci-après :

22.D.45.- Avenue des Chalets, en aval du n°40.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie over het wegverkeer.- Aanvullend algemeen reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, Rechtzettingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Overwegende dat voor het aanvullend algemeen reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 7 september 2000, diverse wijzigingen nodig zijn;

Dat bepaalde artikels ingetrokken, geactualiseerd of gewijzigd dienen te worden,

Beslist het aanvullend algemeen reglement als volgt te vervolledigen op de gemeentewegen :

Intrekkingen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.142.- Kasteeltjeslaan, van het nr. 11 tot het nr. 5;

14.260.- Grasmusstraat, tussen het nr. 15A en het kruispunt met de Klipveldstraat, van dinsdag tot zaterdag van 10.30 tot 14.30 (laad- en loszone);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.234.- Calevoetstraat 98;

Rechtzettingen :

Artikel 1.A.- Op navolgende wegen is het iedere bestuurder verboden, te rijden in de richting en op het wegvak als aangeduid voor elk van deze wegen :

1.A.197.- Sophoraslaan, van de Godshuizenlaan naar de Meelbessenlaan;

1.A.198.- Meelbessenlaan, van de Sophoraslaan naar de Godshuizenlaan;

Artikel 1.C.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder verboden, te rijden in de richting en op het wegvak, als aangeduid voor elk van deze wegen, uitgezonderd voor fietsers :

1.C.22.- Haanstraat, van de Waterkasteelstraat tot de Kippekensstraat; - van de Alsebergsesteenweg tot de Kippekensstraat;

1.C.45.- Stille Oceaanstraat, van de Edith Cavellstraat naar de Generaal Mac Arthurstraat;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.265.- Emile Dancoplein 14-13, over een afstand van 12 m, van maandag tot zaterdag van 7 u. tot 15 u. (laad- en loszone);

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minstens 2 meter breed afgebakend worden :

20.52.- Drogenbossesteenweg : - van het kruispunt met de Beersellaan tot het nr. 126; -tegenover nr. 130 tot 169; tegenover nr. 148 tot tegenover nr. 150; tegenover scheiding nrs. 181-183 tot nr. 172; van 180 tot 184; van 211 tot 223; van nr. 225 tot 233;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.E.- Op volgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.439.- Verrewinkelstraat, aan de scheiding van de Verrewinkelstraat 7 en de Borreweg 1;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, tenzij anders bepaald :

13.J.268.- Joseph Bensstraat 39 (twee zones);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.258.- Vossegatlaan, tegenover het nr. 45;

Artikel 17.III.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verplicht :

17.III.1- op het voetpad of op de berm.

17.III.1.33.- Kasteeltjeslaan, oneven kant, van de Waterlooosesteenweg tot het nr. 5;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minstens 2 meter breed afgebakend worden :

20.113.- Kasteeltjeslaan, even kant, van de kant tegenover het nr. 9 tot de kant tegenover het nr. 5;

Artikel 22.D.- Verkeersdrempels worden voorzien op volgende plaatsen :

22.D.45.- Kasteeltjeslaan, nabij het nr. 40.

Objet 4 E – 1 : Projet de convention d'association de frais et d'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam (INF158).

Le Conseil,

Attendu que le Centre Informatique de la Région de Bruxelles Capitale propose de signer une convention d'association de frais et d'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam (dépendant du CIRB) par laquelle l'Administration communale d'Uccle peut bénéficier de toute une série d'aides et d'assistance informatique;

Que les missions du CIRB peuvent comprendre :

- l'établissement de schémas directeurs;
- les audits, conseils et aide à l'acquisition d'équipement informatique, réseau local, sécurité, et services de télécommunications... ;
- la formation du personnel en matière informatique, bureautique et télématique;
- l'inventaire régulièrement mis à jour des moyens informatiques et télématiques utilisés par les pouvoirs locaux;
- les aspects techniques;
- l'assistance en matière de services informatiques et télématiques et la réalisation et le suivi de projets informatiques, télématiques, cartographiques et de télécommunication;
- le développement d'applications spécifiques à l'usage d'Internet et/ou d'Intranet;
- la gestion, le développement, la promotion et la distribution de la cartographie;
- l'information annuelle des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale sur les activités du Centre et sur l'évolution des technologies informatiques utiles au développement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Que l'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam nous permettra de bénéficier de leurs services pour l'exploitation d'une série de projets tels que Novacom, Plonebru (site(s) Internet de la Commune, des bibliothèques et de l'AES), Irisbox, DNS (gestion des noms de domaine) et de tout autre projet présent ou à venir;

Que la facturation intervient soit via une participation aux frais pour les projets communs à d'autres communes bruxelloises soit par Iristeam ou toute autre société tierce proposée par le CIRB et acceptée par l'Administration communale d'Uccle pour des projets spécifiques pour Uccle (exemple : remodelage du site Internet);

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, après en avoir délibéré,

Approuve à l'unanimité, l'approbation du projet de convention d'association de frais et d'adhésion à l'A.S.B.L. Iristeam.

**- M. Wynants quitte la séance –
- De h. Wynants verlaat de zitting –**

Objet 7A – 1 : **Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions du marché.** #

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3, tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédures négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 20 décembre 2012 - Achat de matériel pour les Centres récréatifs du 3^{ème} Age - 1.980 € (T.V.A. comprise) - Article 834/744-98/71 - Fonds de réserve.

Onderwerp 7A – 1 : **Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 20 december 2011 - Aankoop van materiaal voor de centra van de 3^{de} Leeftijd - 1.980 € (B.T.W. Inbegrepen) - Artikel 834/744-98-71 - Reservefonds.

Objet 7A – 2 : **A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.- Budget 2012.** #

Le Conseil,

Attendu que le budget 2012 a été présenté à l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age en date du 12 décembre 2011;

Que ce budget a été accepté à l'unanimité par cette assemblée,

Décide d'approuver le budget 2012 de l'A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.

Onderwerp 7A – 2 : **V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd.- Begroting 2012.**

De Raad,

Aangezien de begroting 2012 werd voorgesteld tijdens de Algemene Vergadering van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd van 12 december 2011;

Dat deze begroting eenparig door de Algemene Vergadering werd aanvaard,

Besluit de begroting 2012 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Derde Leeftijd goed te keuren.

**- M. l'échevin Dilliès et Mme Francken rentrent –
- De h. Wynants en mevr. Francken komen de zaal binnen -**

Objet 6A – 1 : Budget 2011.- Approbation des modifications budgétaires n° 2 (service ordinaire) et n° 3 (service extraordinaire).

Le Conseil,
Vu sa délibération du 22 septembre 2011 relative aux modifications budgétaires n° 2 (service ordinaire) et n° 3 (service extraordinaire) du budget 2011;
Vu les prescriptions de l'article 7 du Règlement général de la Nouvelle Comptabilité communale,
Prend acte de ce que sa délibération du 22 septembre 2011 relative aux modifications budgétaires n°s 2 et 3 du budget 2011 est devenue exécutoire par expiration du délai sans remarques de l'autorité de Tutelle.

Onderwerp 6A – 1 : Begroting 2011.- Goedkeuring van de begrotingswijzigingen nr 2 (gewone dienst) en nr 3 (buitengewone dienst).

De Raad,
Gezien zijn beraadslaging van 22 september 2011 betreffende de begrotingswijzigingen nr 2 (gewone dienst) en nr 3 (buitengewone dienst) van de begroting 2011;
Gezien de voorschriften van artikel 7 van het algemeen reglement op de Nieuwe Gemeentelijke Boekhouding,
Neemt kennis van het feit dat zijn beraadslaging van 22 september 2011 betreffende de begrotingswijzigingen nrs 2 en 3 van de begroting 2011 uitvoerbaar geworden is door verstrijking van de termijn zonder opmerkingen van de Voogdij overheid.

Objet 6A – 2 : Remplacement du règlement-taxe sur les entreprises mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution par le règlement-taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit.

Le Conseil,
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;
Vu la loi du 23 décembre 1986 et du 24 décembre 1996 relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux des taxes communales;
Vu les lois des 15 et 23 mars 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure de réclamation contre une imposition communale;
Vu la situation financière de la Commune;
Après avoir délibéré,
Arrête :
Règlement-Taxe sur les entreprises mettant des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit.

Article 1 :

Il est établi au profit de la commune d'Uccle, à partir de 2012 et pour un terme de 6 ans expirant le 31 décembre 2017, une taxe d'ouverture ainsi qu'une taxe d'exploitation annuelle sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication contre rétribution à la disposition du public et sur les magasins de nuit.

Article 2 :

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1) appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radio-électricité, signalisation optique ou tout autre système électromagnétique (c'est-à-dire : téléphone, fax, modem, vidéoconférence, ...).

2) magasin de nuit, toute unité d'établissement :

- qui ne peut être exploitée avant 18 heures et après 7 heures,
- dont la surface commerciale nette ne peut dépasser 150 m²,
- qui n'exerce aucune autre activité que la vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers,
- qui doit afficher de manière permanente et apparente la mention "Magasin de nuit".

3) ouverture : nouvelle activité commerciale ou changement d'exploitant.

Article 3 :

1) La taxe d'ouverture est fixée à 12.500 €. Elle est due à chaque ouverture d'un établissement visé à l'article 1.

Tout changement d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

2) La taxe annuelle est fixée à 1.500 € par établissement situé sur le territoire de la Commune. Elle est due pour l'année entière et ce, quelle que soit la date du début de l'exploitation. De même, elle est due en cas de cessation d'activité en cours d'année.

Elle est due dès la première année d'exploitation.

Article 4 :

La taxe est due par l'exploitant du commerce. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble dans lequel se tient le commerce - ou tout autre titulaire d'un droit réel - est responsable de façon solidaire et indivisible de la taxe.

Article 5 :

§ 1. Tant pour la taxe d'ouverture que pour la taxe annuelle, l'administration adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de compléter (annuellement en ce qui concerne la taxe annuelle). Le redevable devra compléter cette déclaration et la renvoyer à l'administration dans le délai mentionné sur ladite déclaration.

Cette déclaration vaut jusqu'à révocation adressée au service des Taxes. Toute modification de la déclaration doit être signalée par écrit, dans le mois, au service des Taxes.

§ 2. Le redevable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation :

- au plus tard dans le mois de l'ouverture (au plus tard le 1er jour d'exploitation) de l'établissement en ce qui concerne la taxe d'ouverture;
- au plus tard, le 1er mars de l'année d'imposition, en ce qui concerne la taxe annuelle.

§ 3. En cas d'absence de déclaration, ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, la taxe sera majorée d'office d'un montant égal à la taxe prévue à l'article 3 du présent règlement.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Le montant de cette majoration sera perçu par voie d'un enrôlement.

Article 6 :

La taxe d'ouverture et la taxe annuelle seront perçues par voie de rôle.

Article 7 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 8 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 10 :

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle.

La réclamation motivée doit être effectuée par voie de lettre recommandée, dans les six mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Article 11 :

Le présent règlement approuvé abroge le règlement-taxe voté par le Conseil communal le 18 décembre 2006 et visé par la Région de Bruxelles Capitale le 13 mars 2007. Il sera d'application immédiate.

Onderwerp 6A – 2 : Vervanging van het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking stellen door het belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van plaatselijke heffingen;

Gelet op de wetten van 15 en 23 maart 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Na beraadslaging,

Beslist :

Belastingreglement op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen een vergoeding ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels.

Artikel 1 :

Er worden ten bate van de gemeente Ukkel, vanaf 2012 en voor een periode van zes jaar, die verstrijkt op 31 december 2017, een openingsbelasting en een jaarlijkse exploitatiebelasting geheven op ondernemingen die telecommunicatieapparatuur tegen betaling ter beschikking van het publiek stellen en op nachtwinkels.

Artikel 2 :

Voor de toepassing van het onderhavige reglement wordt verstaan onder :

1) elk toestel dat het mogelijk maakt om tekens, seinen, geschriften, beelden, klanken of gegevens van gelijk welke aard over te brengen, uit te zenden of te ontvangen per draad, radio-elektriciteit, optische seingeving of gelijk welk ander elektromagnetisch systeem (m.a.w.: telefoon, fax, modem, videoconferentie, ...).

2) nachtwinkel, elke vestigingseenheid :

- die voor 18 uur en na 7 uur gesloten moet zijn,
- waarvan de nettoverkoopoppervlakte maximaal 150 m² mag zijn,
- die geen enkele andere handelsactiviteit uitoefent buiten de verkoop van algemene voedingswaren en huishoudelijke artikelen,
- die op een duidelijke en permanente wijze de vermelding "Nachtwinkel" aanbrengt.

3) opening : nieuwe handelsactiviteit of wijziging van de uitbater.

Artikel 3 :

1) De openingsbelasting is vastgelegd op 12.500 €. Deze belasting is verschuldigd bij elke opening van een inrichting zoals bedoeld in artikel 1.

Elke wijziging van de uitbater geldt als een nieuwe handelsactiviteit.

2) De jaarlijkse belasting is vastgelegd op € 1.500 per inrichting, gelegen op het grondgebied van de gemeente. De belasting is verschuldigd voor het volledig jaar, ongeacht de datum waarop de uitbating start. De belasting is eveneens verschuldigd in geval van stopzetting van de activiteiten tijdens het jaar.

De belasting is verschuldigd vanaf het eerste exploitatiejaar.

Artikel 4 :

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de zaak. De eigenaar van het gebouw of van het gedeelte van het gebouw waarin de zaak zich bevindt - of elke andere houder van een reëel recht - is op een solidaire en ondeelbare manier verantwoordelijk voor de belasting.

Artikel 5 :

§ 1. Zowel voor de openingsbelasting als voor de jaarlijkse belasting stuurt het bestuur naar de belastingplichtige een aangifteformulier (elk jaar voor de jaarlijkse belasting). De belastingplichtige moet deze aangifte invullen en binnen de op de aangifte vermelde termijn terugsturen naar het bestuur.

Deze aangifte blijft geldig tot herroeping, opgestuurd naar de dienst Belastingen. Elke wijziging van de verklaring moet binnen de maand schriftelijk meegedeeld worden aan de dienst Belastingen.

§ 2. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen moet spontaan bij het bestuur de volgende elementen meedelen die noodzakelijk zijn voor de belasting :

- uiterlijk in de openingsmaand (uiterlijk de 1ste exploitatiedag) van de zaak in verband met de openingsbelasting;

- uiterlijk op 1 maart van het aanslagjaar in verband met de jaarlijkse belasting.

§ 3. Bij gebrek aan een aangifte, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve vermeerderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting, voorzien in artikel 3 van het onderhavige reglement.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het college van burgemeester en schepenen de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen, te rekenen vanaf de verzendingsdatum van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

Het bedrag van deze vermeerdering zal via inkohiering geïnd worden.

Artikel 6 :

De openingsbelasting en de jaarlijkse belasting zullen via inkohiering geïnd worden.

Artikel 7 :

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 8 :

De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 9 :

De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheeken en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 10 :

De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel.

Het bezwaar, met redenen omkleed, moet aangetekend verstuurd worden binnen de zes maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De indiener van het bezwaar moet de betaling van de belasting niet bewijzen maar de indiening van een bezwaar ontslaat hem niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijnen te betalen.

Artikel 11 :

Het huidige goedgekeurde reglement trekt het reglement in dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 december 2006 en door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 13 maart 2007. Het zal onmiddellijk van kracht worden.

Objet 6C – 1 : **Service Vert.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.-
Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre
et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 6 décembre 2011 - Aménagements divers avec main d'œuvre - Exercice 2011 - 38.500 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;
- 20 décembre 2011 - Curage des étangs dans les parcs - Exercice 2011 - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 6C – 1 : **Groendienst.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.-
Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van het college van
Burgemeester en Schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 6 december 2011 - Aanleg met arbeidskrachten - Dienstjaar 2011 - 38.500 € (B.T.W inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 20 december 2011 - Reinigen van vijvers in de parken - Dienstjaar 2011 - 80.000 € (B.T.W inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

**- Mme l'échevin Gol-Lescot et M. Biermann rentrent –
- Mevr. de schepen Gol-Lescot en de h. Biermann komen de zaal binnen**

Objet 9 – 1 : **Bibliothèque Médiathèque Le Phare.- Achat de 2 lecteurs CD.-
Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi
communale, d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les
conditions du marché.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 13 décembre 2011 - Budget extraordinaire 2011 - Achat de 2 lecteurs CD - 700 € (T.V.A. comprise) - Article 76702/744-98/70 - Fonds de réserve.

Onderwerp 9 – 1 : Bibliotheek Mediatheek Le Phare.- Aankoop van 2 CD lezers.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdracht vaststelt.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen inzake de gunning van de opdrachten via een onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het schepencollege :

- 13 december 2011 - Buitengewone begroting 2011 - Aankoop van 2 CD lezers - 700 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76702/744-98/70 - Reservefonds.

Objet 9 – 2 : A.S.B.L. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Compte et bilan au 31 décembre 2010.- Approbation.

Le Conseil,

Vu la circulaire ministérielle émanant du Ministre de la Région Bruxelloise et relative aux comptes et budgets des communes de la Région bruxelloise;

Considérant qu'en vertu des instructions contenues dans la circulaire précitée, un contrôle effectif doit être exercé par les administrateurs locaux à l'égard des dépenses facultatives afférentes à des services de caractère social, culturel ou sportif mis à la disposition de l'ensemble de la population par des organismes ayant une structure juridique;

Que les comptes des A.S.B.L. subsidiées par la commune doivent dès lors être soumis à l'approbation du Conseil communal;

Considérant qu'en date du 14 mai 1958, il a été constitué, conformément à la loi du 27 juin 1921, entre la commune d'Uccle et d'autres membres fondateurs une association sans but lucratif dénommée "Association Culturelle et Artistique d'Uccle";

Vu le bilan arrêté au 31 décembre 2010 ainsi que le compte des Pertes et Profits arrêté à la même date,

Approuve le compte et le bilan arrêté à la date du 31 décembre 2010.

Onderwerp 9 – 2 : V.Z.W. Association Culturelle et Artistique d'Uccle.- Rekening en balans op 31 december 2010.- Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Ministeriële omzendbrief uitgaande van het Ministerie van het Brusselse Gewest betreffende de rekeningen en begrotingen van de gemeenten uit het Brusselse Gewest;

Overwegende dat krachtens de in voornoemde omzendbrief bevatte onderrichtingen een daadwerkelijke controle dient te worden uitgeoefend door de plaatselijke beheerders ten opzichte van de niet verplichte uitgaven besteed aan diensten met een sociaal, cultureel of sportief doel die ter beschikking worden gesteld van het geheel der bevolking door rechtspersoonlijkheid bezittende organismen;

Dat de rekeningen van de door de gemeente gesubsidieerde V.Z.W.'s derhalve aan de goedkeuring van de gemeenteraad dienen te worden voorgelegd;

Overwegende dat op 14 mei 1958 overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juni 1921, tussen de Gemeente Ukkel en andere stichtersleden, een vereniging zonder winstoogmerk werd opgericht onder de benaming "Association Culturelle et Artistique d'Uccle";

Gelet op de rekening van deze vereniging afgesloten op 31 december 2010, alsook de winst- en verliesrekening vastgesteld op dezelfde datum,

Keurt de rekening en de balans vastgesteld op 31 december 2010 goed.

Objet 9 – 3 : Foto-Diaclub Pallieter.- 35^{ème} anniversaire du club.- Subside extraordinaire.

Le Président expose :

"Vu le courrier du 15 décembre 2011 joint au dossier, par lequel Aloys van den Akker, président du Foto-Diaclub Pallieter sollicite l'intervention de la Commune dans les frais exposés pour l'organisation de la célébration du 35^{ème} anniversaire de l'association;

Considérant que, à cette occasion, une exposition rétrospective avec une projection continue se tiendra au Doyenné-Maison des Arts d'Uccle du vendredi 24 au dimanche 26 février inclus;

Que l'ouverture officielle de celle-ci, le vendredi 24 février à 19h30, consistera en une réception avec hommage rendu à deux membres fondateurs;

Que cette manifestation s'adresse tant aux anciens membres du Foto-Diaclub qu'aux autres associations culturelles et à la population ucquoise en général;

Que le projet dont le budget est joint au rapport, s'élève à 1.683 €;

Attendu que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées, les organisateurs devront fournir toutes les pièces probantes à ce sujet;

Cette dépense sera imputée sur l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires pour 2012 - Libellé : Subsidies pour organisation de manifestations culturelles" - Disponible: 2166.66 (1/12^{ème})."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de ces activités subsidiées;

Vu que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis;

Sur proposition du Collège,

Décide d'accorder un subside extraordinaire 400 € à ce projet, qui sera versé à l'association Foto-Diaclub Pallieter, rue Josph Bens 135 à Uccle.

Onderwerp 9 – 3 : **Foto-Diaclub Pallieter.- 35ste verjaardag.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Gelet dat de heer Aloys van den Akker, voorzitter van de Foto-Diaclub Pallieter, met zijn brief van 15 december 2011 de tussenkomst van het Gemeentebestuur vraagt om een deel van de kosten veroorzaakt door de inrichting van de "Jubileumviering van 35 jarig bestaan" te dekken;

Aangezien dat, ter deze gelegenheid, een retrospectieve tentoonstelling met doorlopende projectie in de Dekenij - Kunstenhuis Ukkel van vrijdag 24 tot en met zondag 26 februari plaats vindt;

Dat de opening, vrijdag 26 februari bestaat uit een receptie en de hulding van twee stichtende leden;

Dat de Foto-Diaclub zich met de viering van het 35-jarig bestaan, richt tot op alle oud-leden van Pallieter, andere verenigingen voor amateuristische kunstbeoefening, familie en de Ukkelse bevolking; Dat de raming van de kosten ervan € 1.683,00 bedraagt;

Overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstige de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, zal de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken laten worden.

Deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven voor 2012: Toelagen voor de organisatie van culturele manifestaties - Beschikbaar : 2.166,66 € (1/12de)."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de Foto-Diaclub ons de nodige bewijsstukken zal bezorgen waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd;

Op voorstel van het College,

Besluit aan de betrokken vereniging een buitengewone toelage van 400 € toe te kennen voor dit project, die aan de vereniging Foto-Diaclub, Joseph Benschstraat, 135 te Ukkel betaald zal worden.

Question orale - /Mondelinge vragen :

Subsides aux associations sportives uccloises.

- Mme Fremault, MM. Van Outryve d'Ydewalle et Wyngaard rentrent -
- Mevr. Fremault, de hh. Van Outryve d'Ydewalle en Wyngaard komen de zaal binnen -
- M. de Heusch quitte la séance -
- de h. de Heusch verlaat de zitting -

Mme/mevr. Charlier a été très surprise de constater des différences dans les subsides octroyés aux associations sportives uccloises. Le Royal Racing Club, qui comporte 1.500 membres, reçoit 500 €. C'est peu vu le nombre de membres mais en même temps, c'est une forte somme lorsqu'on sait que le club a une dépense de 96.000 €. Cette somme viendrait sûrement à point nommé pour les petites associations qui reçoivent très peu. Le FC Club Uccle Moreda, qui a 245 membres et très peu d'activités annoncées, reçoit 1.465 €. Il est vrai qu'il a participé à un tournoi en France, mais qui ne concernait que 12 joueurs. Le Royal Pétanque Uccle-Stalle reçoit 1.020 € pour 120 membres sur une dépense annuelle de 29.384 € et le Royal Uccle Centre, qui a 75 participants de plus mais qui n'a pas d'activité à l'étranger, reçoit environ la même somme. On peut penser que le même raisonnement a primé lorsque le Moon Catcher Uccle Frisbee a reçu 1.900 €. Il compte 70 membres et a gagné différents championnats européens. Mais ce club a-t-il besoin d'être le plus subsidié? Son compte affiche un déficit de 323 € mais les 1.900 € le dépassent largement. Pourquoi la Royal Amical Cycliste d'Uccle et le Cercle de Tir de la Sauvagère ne reçoivent-ils pas de subside malgré leur dynamisme et leur demande auprès du service concerné?

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond que l'enveloppe, destinée aux subsides, peut être subjectivement considérée comme importante ou non. Elle est de l'ordre de 22.000 €. Le service examine méticuleusement les dossiers en fonction du nombre de membres, du type d'activité, de la situation financière du club,.... Le Racing Club a un budget de 960.000 € et compte 1.500 membres. De plus, ce club a investi énormément pour son terrain synthétique. Le subside est moyen mais reste proportionnel à l'enveloppe globale. Le Royal Léo Uccle Sport n'a pas reçu de subside car il n'a pas renvoyé de dossier complet. Un élément important est pris en compte, à savoir que certains clubs ont la chance de recevoir des subsides régionaux. Pour 2011, le Royal Léo Uccle Football va recevoir le montant important de 60.000 €. Il est évident qu'aucune somme ne sera donnée à un club qui reçoit déjà des montants publics très importants. Uccle-Moreda est un club qui effectue un travail social très important mais qui n'entre pas dans les conditions pour recevoir

des subsides régionaux. Concernant les clubs de pétanque, la répartition est établie en fonction du nombre de membres et de la situation financière, ce qui explique les différences observées dans les montants octroyés respectivement à la PUC et à la PUS. Le Moon Catcher Frisbee a été plusieurs fois champion d'Europe. Ce club n'a pas énormément de moyens mais a accompli des performances sportives importantes. Il rentre des dossiers bien conçus et son projet consiste à voyager pour pouvoir participer à des tournois européens. Le Club de Tir de la Sauvagère a reçu 590 € et la Royal Amical Cycliste d'Uccle a reçu 250 €.

Mme/mevr. Charlier propose à M. l'Echevin Dilliès d'être plus attentif aux critères. Il serait par exemple intéressant de favoriser le FC Uccle Moreda vu son grand travail social. Enfin, ce n'est pas parce que le Frisbee gagne des compétitions qu'il a besoin de subsides.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond qu'un effort financier plus important a été accompli en faveur du club Moreda car il n'entre pas dans les critères pour les subsides de la Région. Concernant le Frisbee, tout cela est tout à fait proportionnel car lorsqu'un club rentre un projet, il est aidé modestement en fonction de l'enveloppe budgétaire. Il est important de pouvoir aider les clubs qui ont une vocation européenne ainsi que ceux qui sont actifs dans le domaine social. Mais il est vrai qu'il faut essayer d'affiner l'octroi des subsides afin d'être le plus juste possible.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de conseillers communaux :
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :

1. Proposition de motion relative à la lutte contre les violences conjugales et familiales.

Mme/mevr. Fremault explique que la violence contre les femmes constitue la violation la plus répandue des droits humains dans le monde. La violence touche tout le système familial (partenaires, enfants, proches). Elle peut être économique, physique, psychologique, sexuelle ou verbale. Les violences dans le couple concernent toutes les classes sociales, tous les âges et toutes les cultures. La notion de couple doit être comprise au sens large et vise tant les couples mariés et non mariés que les couples homosexuels et hétérosexuels. Les couples séparés sont également concernés. Les 27 parquets correctionnels du royaume ont ouvert l'an dernier 50.094 nouveaux dossiers concernant les violences conjugales. Le nombre de dossiers a progressé de 44.835 en 2007 à 46.384 en 2008 et à 48.193 en 2009, soit une hausse de 11,73 % en quatre ans. Ce fléau touche majoritairement les femmes, parfois les hommes. Compte tenu de ces éléments, la lutte contre les violences conjugales et la prise en charge des victimes doivent être une priorité absolue dans les politiques mises en place par les pouvoirs publics.

Il y a lieu :

- de pouvoir se mobiliser, de poursuivre l'action initiée et de pouvoir consacrer une quinzaine à ce sujet, en y associant les associations de terrain et les différents publics, et ce en vue de lutter contre la banalisation du phénomène de violence par la mise en œuvre d'une campagne communale de prévention, de sensibilisation et d'information affichée dans tous les locaux communaux et par la distribution de dépliants à destination des victimes et des auteurs de violences;

- de promouvoir l'accueil de première ligne par du personnel formé dans les commissariats de la zone de police (analyse de la gravité des faits, évaluation rapide des risques de récidive, mesures de protection urgente et suivi de la plainte à court et moyen termes) et d'être en mesure de proposer une formation systématique au personnel de la police, à l'ensemble du personnel médical et paramédical, ainsi qu'aux travailleurs sociaux de la Commune d'Uccle;

- d'informer le public de l'existence de structures d'aide et d'écoute aux victimes notamment de la ligne "Ecoute violences conjugales";

- d'initier rapidement un débat sur les logements communaux dits d'urgence destinés aux victimes des violences conjugales et familiales ainsi que sur les conditions d'un accès pérenne au sortir des maisons d'accueil.

Il est important de montrer qu'à Uccle, on est conscient d'un phénomène qui touche tout le monde.

Motion relative à la lutte contre les violences conjugales et familiales

La violence contre les femmes constitue la violation la plus répandue des droits humains dans le monde.

La violence touche tout le système familial (partenaires, enfants, proches). Elle peut être économique, physique, psychologique, sexuelle ou verbale. Les violences dans le couple concernent toutes les classes sociales, tous les âges et toutes les cultures. La notion de couple doit être comprise au sens large et vise tant les couples mariés que non mariés, les couples homosexuels et hétérosexuels. Les couples séparés sont également concernés.

Les 27 parquets correctionnels du royaume ont ouvert l'an dernier 50.094 nouveaux dossiers concernant les violences conjugales. Le nombre de dossiers a progressé de 44.835 en 2007 à 46.384 en 2008 et à 48.193 en 2009, soit une hausse de 11,73 % en quatre ans. Un fléau qui touche majoritairement les femmes, parfois les hommes. Compte tenu de ces éléments, la lutte contre les violences conjugales et la prise en charge des victimes doivent être une priorité absolue dans les politiques mises en place par les pouvoirs publics.

Le Conseil communal de la commune d'Uccle,

Vu la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948;

Vu la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de violences à l'égard des femmes adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1993;

Vu l'article 23 de la Constitution qui garanti l'accès à un logement;

Vu la loi du 24 novembre 1997 visant à combattre la violence au sein du couple;

Considérant :

- la Déclaration de Vienne et son Programme d'Action de 1993, dans le cadre de la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme, insistant sur la suppression des violences à l'égard des femmes;

- la Déclaration de Pékin adoptée lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes dans laquelle la violence a été identifiée comme un des 12 domaines critiques nécessitant une attention particulière;

- que le Plan d'Action National de lutte contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales 2010-2014 comprend sept objectifs stratégiques, dont le dénominateur commun est leur orientation vers l'élimination de la violence conjugale;
- que la déclaration de politique générale du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de 2009 vise à "Promouvoir l'égalité des chances" et dans son chapitre 6, au point 3, consacre un point à la lutte contre les violences conjugales;
- les initiatives mises en œuvre par la commune d'Uccle en matière de lutte contre les violences conjugales, et notamment l'action "Aidons à briser le silence" visant à comprendre les conditions de production et reproduction de la violence ou les divers ateliers de communication non violente à destination des travailleurs de proximité;

Affirme qu'il est nécessaire de disposer d'un plan de sensibilisation coordonné luttant contre l'ensemble des violences conjugales et familiales sur la commune d'Uccle et qu'il convient d'encourager le Collège des Bourgmestre et Echevins à poursuivre son action en déployant urgemment tous les moyens nécessaires à l'adoption et à la mise en place du dit plan en associant les associations de terrain sur :

- l'élaboration, le suivi et l'évaluation du dispositif;
- l'allocation des ressources;

Décide de recommander au Collège communal de :

- 1) sensibiliser, via une quinzaine "dédiée" à ce sujet, en y associant les associations de terrain, les différents publics en vue de lutter contre la banalisation du phénomène de violence par la mise en œuvre d'une campagne communale de prévention, de sensibilisation et d'information affichée dans tous les locaux communaux et par la distribution de dépliants à destination des femmes subissant des violences, des victimes de violences et des auteurs de violences;
- 2) promouvoir l'accueil de première ligne par du personnel formé dans les commissariats de police de la zone de police (analyse de la gravité des faits, évaluation rapide des risques de récidive, mesures de protection urgente et suivi de la plainte à court et moyen termes) et d'être en mesure de proposer une formation systématique au personnel de la police, à l'ensemble du personnel médical et paramédical, ainsi qu'aux travailleurs sociaux de la commune d'Uccle;
- 3) informer le public de l'existence de structures d'aide et d'écoute aux victimes notamment de la ligne "Ecoute violences conjugales";
- 4) d'initier rapidement un débat à propos de logements communaux dits d'urgence destinés aux victimes des violences conjugales et familiales ainsi que les conditions d'un accès pérenne au sortir des maisons d'accueil.

Motie inzake de strijd tegen partnergeweld en familiaal geweld

Geweld tegen vrouwen is de meest voorkomende schending van de mensenrechten in de wereld.

De hele familie (partners, kinderen, naasten) gaat gebukt onder dit geweld dat een economische, fysieke, psychologische, seksuele of verbale vorm kan aannemen. Partnergeweld komt voor in alle sociale klassen, bij alle leeftijden en in alle culturen. Het begrip koppel moet in ruime zin geïnterpreteerd worden: al dan niet gehuwd, homoseksueel en heteroseksueel en eveneens gescheiden koppels.

De 27 correctionele parketten van het land hebben vorig jaar 50.094 nieuwe dossier inzake partnergeweld geopend en het aantal dossier stijgt: 44.835 in 2007, 46.384 in 2008 tot 48.193 in 2009 (een stijging van 11,73 % op vier jaar tijd). Het zijn meestal vrouwen en in mindere mate mannen die met deze vorm van geweld te maken krijgen.

De overheden moeten daarom de strijd tegen partnergeweld en de slachtofferhulp als absolute prioriteit in hun beleid beschouwen.

De gemeenteraad van de gemeente Ukkel,

Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 1948;

Gelet op de Verklaring inzake de uitbanning van geweld tegen vrouwen, goedgekeurd door de algemene vergadering van de Verenigde Naties in december 1993;

Gelet op artikel 23 van de Grondwet inzake het recht op een behoorlijke huisvesting;

Gelet op de wet van 24 november 1997 strekkende om het geweld tussen partners tegen te gaan;

Overwegende:

- de Verklaring van Wenen en Programma van Actie van 1993 in het kader van de Wereldconferentie over de Mensenrechten, inzake het uitbannen van geweld tegen vrouwen;

- de Verklaring van Peking, goedgekeurd tijdens de vierde Wereldconferentie over Vrouwen waarin het geweld één van de 12 kritieke domeinen is die een bijzondere aandacht vereisen;

- het Nationaal Actieplan tegen partnergeweld en andere vormen van intrafamiliaal geweld 2010-2014 met zeven strategische doelstellingen met als gemeenschappelijk kenmerk het uitbannen van partnergeweld;

- de algemene beleidsverklaring van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2009 met betrekking tot de bevordering van gelijke kansen en in hoofdstuk 6 punt 3 de strijd tegen het partnergeweld;

- de initiatieven van de gemeente Ukkel in de strijd tegen partnergeweld, en meer bepaald de campagne "Laat ons helpen de stilte te doorbreken" om de omstandigheden van geweld en herval te begrijpen en de verschillende workshops rond geweldloze communicatie voor de nabijheidswerkers;

Bevestigt dat het noodzakelijk is te beschikken over een gecoördineerd sensibiliseringsplan tegen alle vormen van partnergeweld en familiaal geweld in de gemeente Ukkel en dat het gepast is het college van burgemeester en schepenen aan te moedigen zijn actie voort te zetten door dringend alle nodige maatregelen te treffen en dit plan uit te voeren samen met de verenigingen op het terrein inzake:

- de uitwerking, de opvolging en de evaluatie van de maatregel;

- de toekenning van middelen;

Beslist de gemeenteraad het volgende aan te raden:

- 1) gedurende twee weken te sensibiliseren, met de medewerking van de verenigingen op het terrein en de bevolking, om te strijden tegen de banalisering van deze vorm van geweld, door de organisatie van een gemeentelijke preventie-, sensibiliserings- en informatiecampagne, aangekondigd op affiches in de gemeentelokalen en via folders, en dit bestemd voor vrouwen die met geweld te maken krijgen, voor slachtoffers en voor daders van geweld;
- 2) de eerstelijns hulp te bevorderen door opgeleid personeel in de politiecommissariaten van de politiezone (analyse van de ernst van de feiten, snelle evaluatie van het risico op herhal, dringende beschermingsmaatregelen en opvolging van de klacht op korte en middellange termijn) en in staat zijn een systematische opleiding aan te bieden aan het personeel van de politie, het medisch en paramedisch personeel en aan de sociale werkers van de gemeente Ukkel;
- 3) de bevolking te informeren over de bestaande hulp voor slachtoffers en meer bepaald de lijn "Luisterpunt partnergeweld";
- 4) snel een debat te openen rond gemeentelijke noodwoningen voor slachtoffers van partnergeweld en familiaal geweld en de voorwaarden van een permanente toegang bij het verlaten van de opvanghuizen.

2. Elections 2012.- Vote des personnes âgées hébergées en maisons de repos et des personnes en situation de handicap.

M./de h. Kirkpatrick explique qu'il appartient aux pouvoirs publics de garantir l'exercice effectif du droit de vote de celles et ceux qui ne peuvent parcourir la distance jusqu'au bureau de vote. Quels contacts sont pris ou envisagés avec les associations représentatives des seniors, comme des personnes handicapées, pour rendre le droit de vote réellement effectif pour tous? Les institutions ainsi que les réseaux familiaux et sociaux manquent de moyens matériels pour assurer les transports individuels ou collectifs requis. Une intervention de la Commune, ou dans certains cas du C.P.A.S., peut-elle être envisagée soit pour prévoir des modalités de voyage soit pour organiser des votes sur place? L'importance de l'usage du certificat médical, souvent de facilité et sans consultation individuelle des résidents des homes, est préoccupante et il conviendrait de rappeler aux directions des établissements leurs obligations en la matière. Dans sa réponse à la question orale antérieure de M. Kirkpatrick, M. l'Echevin Sax, tout en soulignant que l'Administration communale n'avait aucune autorité auprès des directions des homes, s'engageait à leur adresser un courrier attirant leur attention sur l'importance des droits démocratiques de leurs pensionnaires. Ce courrier devrait être renouvelé à l'approche de chaque élection.

M./de h. de Lobkowicz précise qu'en Belgique, les personnes âgées sont de fait privées du droit de vote. C'est une situation inadmissible. Toute une partie de la population ne vote plus. Si un bureau de vote était installé dans tous les homes, leurs résidents iraient tous voter.

M. le Président/de h. voorzitter donne raison à M. Kirkpatrick d'évoquer la question. L'idée de M. de Lobkowicz nécessiterait dans chaque maison de repos un Président de bureau de vote, deux assesseurs,... Cela poserait un réel problème vu les difficultés de recrutement. De plus, dans la Commune d'Uccle, les maisons de repos sont nombreuses.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que dans le cadre des élections communales du 14 octobre 2012, les intentions du Collège, en matière d'aide et de support aux personnes âgées ou à mobilité réduite, seront les mêmes qu'en 2006, à savoir la possibilité d'amener en voiture les personnes âgées ou handicapées le plus près possible du bureau de vote. Une autorisation de rouler sur la cour de récréation des écoles sera donnée. Un assistant sera présent à chaque lieu de vote pour aider et guider les gens vers leur bureau. Dans le bureau de vote, si un électeur, par suite d'une infirmité physique, se trouve dans l'impossibilité de se rendre seul dans l'isoloir ou d'exprimer lui-même son vote, le Président l'autorise à se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien ou l'y accompagne lui-même. Un chemin d'accès adapté aux utilisateurs de chaises roulantes est prévu à chaque endroit de vote. L'isoloir pour personnes handicapées est situé le plus près possible de la porte d'entrée du bureau de vote. Une navette en minibus est organisée entre la place de Saint-Job et l'école de Saint-Job, rue Jean Benaets. M. l'Echevin Sax voudrait confirmer également que la Commune et le C.P.A.S. d'Uccle ne disposent pas du matériel adéquat, du personnel suffisant ou des moyens financiers nécessaires à l'organisation du transport des personnes âgées vers les différents bureaux de vote. Ce déplacement n'est d'ailleurs nullement prévu par la loi électorale et relève entièrement de la sphère privée. Par conséquent, celui-ci doit être assuré par les membres de la famille, des amis ou par taxi. Chacun est donc libre de prévoir le covoiturage avec un voisin ou une connaissance. Comme lors des élections précédentes, les convocations électorales seront directement envoyées par l'imprimeur via b-post à l'adresse où sont inscrits les électeurs ucclois. Il en va de même pour les personnes âgées qui ont fixé leur résidence principale dans une maison de repos. Il revient donc aux directeurs des homes de remettre le courrier à leurs destinataires. Le service de l'Etat civil enverra en temps utile une lettre aux directeurs des maisons de repos les invitant à assurer une distribution rapide des lettres de convocation. Par le même courrier, leur attention et celle des pensionnaires seront attirées sur la possibilité et les modalités du vote par procuration. Un article à ce sujet sera également publié dans le *Wolvendael* afin d'informer un maximum de citoyens. Pour les personnes âgées qui ne peuvent ou ne souhaitent plus faire usage de ces possibilités pour exprimer leur voix, leur absence devra comme toujours être justifiée par des documents probants (un certificat médical ou un ticket d'avion). Enfin, le code électoral bruxellois ne prévoit pas l'organisation des votes à un autre endroit que les adresses officielles arrêtées par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

M./de h. Beyer de Ryke demande s'il n'y a pas la possibilité d'avoir un bureau de vote itinérant en fixant une heure. Est-ce possible juridiquement? Ne serait-ce pas plus facile pour les hôpitaux, qui sont moins nombreux que les homes?

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt explique que l'idée des hôpitaux est intéressante mais très difficile pratiquement car tous les jours, de très nombreux malades entrent et sortent, qu'il y a parmi eux des Ucclois et des non Ucclois. Un bureau itinérant serait également compliqué car la loi dit qu'on vote de telle à telle heure, alors que dans cette hypothèse-ci, on devrait convoquer les gens pour une heure précise.

- Mme l'Echevin Gol-Lescot quitte la séance -
- mevr. de schepen Gol-Lescot verlaat de zitting -

M. l'Echevin/de h. schepen Sax va se renseigner.

M./de h. Fuld précise que certaines personnes âgées ne souhaitent pas se déplacer et n'ont pas toujours la chance d'avoir une famille à proximité pour les aider. C'est pourquoi elles recourent souvent à la procuration et plus encore au certificat médical afin d'éviter de se déplacer. Elles ne comprennent même pas toujours ce qui se passe en dehors de leur maison. Si les familles ne leur expliquent pas ce qui se passe en pratique, ces personnes âgées ne connaissent même pas les candidats qui se présentent aux élections.

La proposition est excellente sur le plan démocratique mais il faut se rendre compte de l'évolution de l'état physique et psychique de ces personnes qui, de fait, ne témoignent plus beaucoup d'intérêt pour la politique.

3. Collaborations de la Commune avec l'IRSA.

Mme/mevr. Fremault explique que depuis plus de 75 ans, l'IRSA accompagne et soutient le développement et la formation d'enfants et d'adultes en situation de handicap avec les deux objectifs suivants : les mener vers une certaine autonomie et leur permettre de s'intégrer dans la société. La Commune d'Uccle doit être fière de disposer sur son territoire d'une institution qui perpétue un esprit et qui se propose de faire de chaque jeune souffrant d'une déficience un acteur responsable de son avenir grâce à une formation et un encadrement pédagogique de grande qualité médicale et paramédicale. Cependant, la formation et l'accompagnement scolaire ne sont pas un objectif en soi. Il s'agit d'un travail opéré avec un certain nombre d'éducateurs qui doivent préparer le jeune à la vie adulte et surtout à son inclusion sociale. Le travail constitue une condition essentielle pour garantir l'insertion et l'autonomie financière de ces personnes handicapées. L'IRSA développe une mission d'intégration des jeunes dans le monde de l'entreprise et plusieurs formations pratiques sont proposées (l'horticulture, la comptabilité, la menuiserie,...). Un arrêté royal existe sur le nombre de personnes handicapées que les provinces, les communes, les associations de communes et agglomérations doivent occuper. Cet arrêté relève de la loi de 1963 qui est une loi fédérale relative au reclassement social des personnes handicapées avec des pourcentages. Que fait la Commune pour favoriser l'emploi des personnes handicapées et l'embauche des jeunes formés à l'IRSA au sein de l'Administration communale? La Commune a-t-elle fait appel à l'IRSA pour différents services? Y a-t-il eu des demandes de stage des étudiants de l'IRSA notamment dans le cadre de la formation en secrétariat et travaux de bureau? Si oui, quelles suites ont été réservées?

Mme l'Echevin/mevr. de schepen Verstraeten précise que l'IRSA est une institution scolaire et la Commune ne peut pas recruter des personnes au sein d'une institution scolaire. Pour les stages, plusieurs personnes de l'IRSA ont été reçues, notamment des malvoyants pour le service Accueil. Cependant, l'initiative doit venir de l'institution elle-même et non de la Commune. Or, il y a eu peu de demandes de l'IRSA. Il y a des demandes d'autres institutions pour personnes handicapées. Il est que l'IRSA n'a jamais été appelé pour les travaux de jardinage, ce qui est normal puisqu'il s'agit de jeunes qui n'ont pas terminé leurs études. Mais si, au terme de leurs études, ils sollicitent une place à la Commune, ils seront tous reçus au même titre que les candidats valides. On tient compte de leurs études et de leurs expériences en fonction de l'emploi proposé. Une personne sourde a d'ailleurs été engagée au service de Mme l'Echevin Verstraeten mais comme elle était contractuelle, son contrat est arrivé à expiration et elle n'avait pas réussi l'examen de recrutement statutaire malgré les facilités proposées.

Il n'est toutefois pas exclu qu'on la reprenne comme contractuelle subventionnée. La Commune recourt à une série de sociétés d'économie sociale pour effectuer toute une série de travaux, comme le nettoyage à sec ou le nettoyage de véhicules, ainsi qu'à l'APAM ou aux Jeunes Jardiniers pour les travaux extérieurs. L'APAM a été choisie pour la distribution du Wolvendael. Et une série de marchés communaux prévoient une clause sociale pour les personnes handicapées.

La séance est levée à 22h 35. - De zitting wordt opgeheven om 22 u 35 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal adjoint,
De Adjunct Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,